Vol 17 # 40 • Du 3 au 9 Avril 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL DE BLINKEN SE PRÉCISE !



Voir page 3

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, s'est exprimé avec optimisme concernant la mise en place imminente du Conseil présidentiel de transition en Haïti.

# UN NOUVEL AMBASSADEUR AMÉRICAIN EN HAÏTI



Voir page 4

Dennis Bruce Hankins nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis auprès de la République d'Haïti.
















1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

# Deux groupes antagoniques en lutte pour le pouvoir !

**Par Berthony Dupont**

Les acteurs de la classe politique haïtienne se comportent désormais comme des sous-traitants au service des grandes puissances coloniales. C'est à la suite de la crise qui sévit actuellement dans le pays, qu'on a pu faire un tel constat, le niveau de servitude, de rabaissement de cette classe d'hommes et de femmes, ces parasites sans colonne vertébrale vivant aux dépens des puissances occidentales malgré l'humiliation, l'aliénation et l'exploitation.

L'histoire glorieuse d'Haïti et son héroïque expérience de lutte pour sa libération de l'esclavage et du colonialisme n'ont jamais déchainé aucun sentiment de révolte et de dignité chez ces politiciens traditionnels. Ils sont fiers de leur soumission au service des puissances coloniales à l'encontre de leur pays sans aucune perspective de résistance voire de lutte.

Bien entendu, ce sont ces individus de la classe politique qui ont choisi volontiers de se faire embaucher en tant que nouveaux démarcheurs de service au sein d'un Conseil présidentiel de transition. Une entité qui sera complètement sous la coupe réglée de l'Occident. Là, on retrouve en effet, le traditionnel catalogue des fils de Conzé qui n'ont pas la faculté de répondre Non, et ne pouvant en aucune circonstance ne pas agréer aux quatre volontés de leur patron. Il faut noter que cet aspect est d'une importance stratégique considérable, dans le cadre de rassurer les intérêts occidentaux et de plus accepter la domination impérialiste.

L'objectif des occidentaux est donc clair d'imposer et d'installer contre la volonté populaire leur marionnette tout en exerçant une double manœuvre tendant d'une part à semer la zizanie, organiser des complots dans la société haïtienne et d'autre part, favoriser cette classe politique traditionnelle jouant le rôle de laquais, de femmes et d'hommes de pailles, de prostitués politiques prêts à vendre leur servitude. N'est-ce pas une honte d'avoir dans notre génération ces produits inutiles, nuisibles qui à partir du moment où leurs petites affaires personnelles sont résolues n'ont aucun souci pour la collectivité ?

Depuis la défaite du Premier ministre Ariel Henry que les puissances impérialistes avaient non seulement imposé mais soutenu avec détermination, Haïti est en présence de deux projets diamétralement opposés. Deux projets politiques antagoniques !

L'un dicté par la philosophie dominante des puissances occidentales qui s'adonne à accaparer un large courant de collabos qui n'ont aucun problème à se soumettre au service du système capitaliste. Ce groupe tente de continuer le combat néocolonial à travers les protagonistes de la classe politique réunie gesticulant à vide, et dans une indifférence résignée, apeurée et cynique.

Ce projet antipopulaire ne vise qu'à défendre des privilèges, les idéaux des classes dominantes pour ressusciter un système agonisant. Cette stratégie occidentale a en tout cas atteint tous ses objectifs dans la mesure où elle parvient à designer un ineffable Conseil présidentiel de transition qui ne vise pas à aider le peuple haïtien, mais plutôt à défendre les intérêts et la domination de l'impérialisme.

Au sein de ce groupuscule, tous les malheurs du pays y sont représentés. Ils ne sont que des mercenaires manœuvrant une dangereuse surenchère avec les yeux fixés sur la présidence pour que rien ne change. Ils représentent un grave handicap, car ils préfèrent s'attarder sur l'élimination des symptômes au lieu de s'attaquer aux causes profondes du mal qui accable et détruit le pays.

L'autre projet est celui des masses combatives, de l'action consciente des masses ouvrières ayant une certaine conscience de classe complètement opposée aux aspirations des sous-traitants. Ce projet entre dans le cadre d'une lutte pour la récupération de la souveraineté et pour la transformation de la société dans une perspective de lendemain meilleur pour le peuple haïtien. Un peuple qui, par son combat déterminé, ses lourds sacrifices, n'a jamais cessé de prouver son attachement farouche à la liberté et au droit à l'autodétermination. Il n'a jamais cessé de manifester sa colère et son indignation contre la résurrection des forces obscures qui l'ont opprimé pendant si longtemps.

Cette résistance des masses est non seulement pour changer fondamentalement le sort de la population, pour essayer non seulement de s'en sortir de l'emprise de l'impérialisme mais aussi de débarrasser le pays de tous ceux qui, de bonne foi ou non font le jeu macabre de l'entreprise impériale. Ce laboratoire qui a gâché pendant des décennies l'économie du pays a pillé et gaspillé les ressources du pays pour éviter que les propriétaires légitimes, le peuple haïtien, ne se servent de leurs richesses.

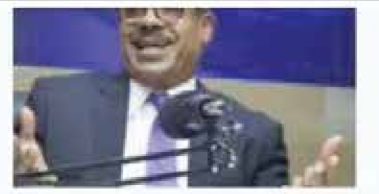
Face à l'abime dans laquelle, l'impérialisme et ses collabos locaux enfoncent le pays, rien n'est encore joué. Les jours à venir seront décisifs. Car le peuple doit continuer sa lutte et ne pas se laisser berner par de vaines illusions de changement de la part de ces politiciens sous-traitants. Seules les masses populaires peuvent ouvrir de nouvelles perspectives et prendre de nouvelles dispositions pour combattre le jeu des forces réactionnaires et impérialistes pour la construction d'un Etat haïtien digne et fort.

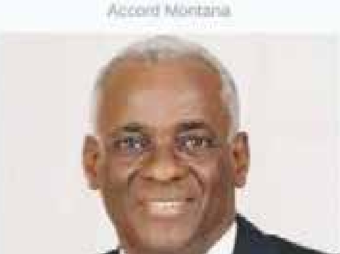
Le seul moyen d'y parvenir réside dans la résistance et le combat et cela doit être clair : Haïti doit cesser d'être une colonie et redevenir un pays souverain!

# Le Conseil présidentiel de Blinken se précise !



M. Mohamed Irfaan Ali président en exercice de la CARICOM et le secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, Antony Blinken





Les membres du Conseil présidentiel de transition des Etats-Unis et de la CARICOM pour Haïti

Par Isabelle L. Papillon

Durant une conversation téléphonique le secrétaire d'état américain Anthony Blinken, responsable de la planification et du projet des Etats-Unis de mettre en place un quelconque Conseil présidentiel de transition (CPT) en Haïti a parlé au président de la Guyana et président en exercice de la CARICOM, M. Mohamed Irfaan Ali, pour se renseigner sur l'évolution et l'état de santé des acteurs impliqués dans la mise en place du Conseil présidentiel de transition.

Le Président de la Caricom lui a sans doute expliqué les problèmes confrontés entre autres avec les alliés de l'ancien Premier ministre Ariel Henry, membre du conseil en gestation qui dans un courrier daté du 31 mars 2024 a annoncé qu'il abandonnera le CPT pour préconiser de préférence un juge de la cour de cassation pour être le président provisoire.

*« Nous croyons que la Caricom et les pays partenaires qui soutiennent ces initiatives, ont péché et ont hypothéqué toutes les chances de succès de leur démarche, en se contentant uniquement de faire accepter le concept de ce conseil de 7 membres et de 2 observateurs, sans se donner la peine d'obtenir que les parties prenantes signent formellement une entente sur sa mission, son organisation, son fonctionnement et la durée de son mandat » ont écrit* les partis politiques alliés du Premier ministre démissionnaire.

Un tel revirement ne ferait pas l'affaire des Etats-Unis, bien qu'un juge de la cour de Cassation ne soit pas un obstacle à la continuation de la domination impérialiste du pays. Et les Etats-Unis pour sa part pour forcer les Conzé haïtiens à un consensus menacent de recourir à un plan B pour former le prochain pouvoir de transition en Haïti.

Contrairement aux démarches des alliés de l'ancien Premier ministre Ariel Henry, le parti politique Les Engagés pour le Développement (EDE), lors d'une conférence de presse tenue le lundi 1er avril 2024, lance un ultimatum de 72h au gouvernement démissionnaire pour nommer les membres du Conseil Présidentiel.

Est-ce que cela explique que le gouvernement serait en complicité avec les alliés de l'Accord du 21 décembre pour retarder le conseil de façon à faciliter la nomination d'un président issu de la Cour de Cassation. Selon les déclarations de Oneless Francisque *« Ils veulent passer le pouvoir à un juge qui est à leur solde afin de continuer de jouir les privilèges de l'Etat, dilapider les ressources de l'Etat. Le reste du gouvernement montre clairement ses velléités pour boycotter le Conseil Présidentiel »*

Ainsi, pour déjouer toutes incertitudes planant sur l'installation du conseil présidentiel, lors de son entrevue avec le Président de la Caricom, le secrétaire d'état américain Anthony Blinken a exprimé le ferme soutien des Etats-Unis au Conseil présidentiel de transition et rassure également que le déploiement de la Mission Multinationale d'appui à la Sécurité aura bien lieu.

# L'histoire de la collaboration de Pétain avec les Nazis : Mise en garde aux colons du « Core Group » et à leurs sous-fifres haïtiens



Philippe Bénoni Joseph Pétain, maréchal français




Par Wilner Predelus, PhD

Philippe Bénoni Joseph Pétain, maréchal français, né le 24 avril 1856, était affecté comme ambassadeur de la France en Espagne lorsque la deuxième grande guerre européenne a éclaté.

Au lendemain de l'invasion de la France par l'armée allemande, Pétain fut rappelé au gouvernement français pour être nommé plus tard président du conseil. Peu après, il entra dans une relation de collaboration (selon ses propres mots) avec l'Allemagne nazie en signant, selon la volonté d'Hitler, l'armistice du 22 juin 1940 avec le Troisième Reich. En reconnaissance à sa pleine et entière collaboration avec l'occupant, Pétain fut permis de s'octroyer le titre de chef de l'État français; fonctions qu'il assuma pendant les quatre années de l'occupation nazie, soit de

1940 à 1944. L'alliance du dirigeant français avec les nazis l'amena, dès son entrée en fonction

en 1940, à suspendre les libertés fondamentales, avant de dissoudre les syndicats et les partis politiques. Avec la défaite de ses maîtres nazis, Pétain fut détrôné par un autre putschiste, le général Charles de Gaulle, avant d'être arrêté puis jugé pour intelligence avec l'ennemi et haute trahison en 1945. Reconnu coupable d'avoir commis les faits qui lui furent reprochés, le maréchal français fut frappé d'indignité nationale et condamné à la peine de mort. Pourquoi suis-je intéressé par le sort d'un général?

Dans mon livre intitulé « Haïti : Caverne de charlatans » paru en 2017, j'ai plaidé en faveur d'une nouvelle constitution pour Haïti. Parmi les propositions que j'ai faites pour cette constitution, on trouve l'élimination pure et simple des partis politiques dans le paysage haïtien, et le rétablissement de la peine de mort dans les seuls cas de haute trahison. Lors de la vente- signature de ce livre à Montréal (Québec) cette année-là, une lectrice m'a dit qu'elle trouvait mes propositions intéressantes, mais qu'elle voulait savoir pourquoi seule la haute trahison devrait être passible de la peine de mort. J'ai expliqué que lorsqu'on trahit une terre pétrie du sang et de la sueur de héros comme Jean-Jacques Dessalines et Henri Christophe, en s'embauchant auprès des propriétaires de cette industrie mortifère qui sèment le deuil dans le monde et assassine l'humanité, un tel affront à l'honneur et au prestige de nos ancêtres doit être puni avec le degré de sévérité le plus élevé qu'il est permis d'imaginer. Je lui ai expliqué qu'il sera urgent, au lendemain de l'adoption de la nouvelle constitution, qu'on adopte une loi pour rétroactivement jugé tous les vagabonds qui ont collaboré avec les puissances coloniales qui travaillent à la destruction du pays.

En effet, aujourd'hui, le « Core Group », à travers les esclaves de la CARICOM, fait appel aux Pétain d'Haïti pour collaborer à la mise en place en Haïti d'un conseil présidentiel illégal qui ne tire son origine ni dans la Constitution et les lois en vigueur dans le pays, ni même dans la tradition et les coutumes en Haïti. Au cours des trente derniers mois, cette association de malfaiteurs a su maintenir au pouvoir le cynique vieillard Ariel Henry, avec l'appui de terroristes munis d'armes de guerre provenant des États-Unis, et ce, contre la volonté et les intérêts du peuple haïtien. Ce cancre, en collaboration avec sa clique de bandits, a consommé les maigres ressources du pays, alors qu'il passait tout son temps à mettre exclusivement en œuvre l'agenda de ses maîtres au détriment du bien-être du peuple haïtien.

En deux ans et demi, il n'a pas, une seule fois, pris une décision ou une mesure, aussi médiocre qu'elle soit, dans le sens d'alléger la misère du peuple haïtien. Les écoles et les universités sont fermées, les femmes et les enfants se font violer à un niveau record, la population se fait massacrer quotidiennement, les terroristes qu'on veut faire passer pour des gangsters étendent leur territoire d'un point à l'autre du pays, les gens ne peuvent pas sortir de leurs trous à rats, les professionnels de toute catégorie quittent le pays en masse. Même les États-

Unis ont décidé de fermer leur ambassade, alors qu'ils se félicitent du travail accompli par Ariel

Henry. Nous avons compris qu'Ariel Henry a atteint ses objectifs seulement en voyant ses maîtres du « Core Group » avec les États-Unis en tête, défendre son bilan à cor et à cri, et plaider en faveur de la poursuite de son règne au mépris de la constitution du pays. Pas de démocratie pour les nègres, alors que le blanc nage dans l'illégalité à la criminalité. En ce sens, on peut dire qu'en Haïti, le suprémacisme blanc atteint son paroxysme et les suprémacistes internationaux s'y sentent décontractés.

Maintenant, avant même qu'on ait le temps d'évaluer les dégâts du dernier gouvernement colonial coregroupal dans le pays et sur le peuple haïtien, l'association de malfaiteurs frappe un grand coup en mobilisant les truands de la classe politique bidon du pays pour rejoindre leur conseil présidentiel de facto.

Le peuple haïtien vit désormais sous un régime dictatorial d'occupation multinationale qui applique les règlements des services secrets états-uniens en Haïti, plutôt que la constitution et les lois du pays. Les Haïtiens doivent se révolter contre ce régime et d'ailleurs contre tous ceux qui collaborent avec l'occupant. En effet, en définissant les critères et en imposant l'acceptation de l'invasion du pays par des forces étrangères, comme condition pour faire partie de cet organe inconstitutionnel, le « Core Group » opérationnalise une mise sous tutelle totale du pays. Ayant obtenu leur mandat de la part du « Core Group », les membres de ce conseil présidentiel de facto vont inévitablement, comme les voyous « tèt kale » avant eux, appliquer la volonté du « Core Group » au pays au détriment des intérêts du peuple haïtien. D'ailleurs, en fait de décision, on peut dire que depuis 2004, Haïti est dirigée par des « fonctionnaires étrangers ». Qu'ils reçoivent leur mission stratégique coloniale de la part du « Core Group » est une chose. Mais, comment ces pays s'y prennent pour imposer le fardeau du traitement et des salaires de leurs « fonctionnaires » au peuple « le plus pauvre de l'hémisphère », comme ils aiment le dire?

Lorsqu'on y pense bien, le peuple haïtien ne saurait accepter même une tutelle qui lui serait « bénéfique », voire une qui ne vise qu'à le rabaisser au rang d'abrutis infantilisés et permettre aux grandes compagnies états-uniennes de venir rétablir l'esclavage dans le pays. En conséquence, j'invite l'élite consciente haïtienne, en Haïti comme à l'étranger, à s'unir pour faire échec au projet du « Core Group » dans le pays. Nous devons évaluer les coûts de leurs actions malfaisantes sur le peuple haïtien, et entamer toutes les actions nécessaires pour une éventuelle compensation. J'invite aussi le peuple tout entier à dresser un registre de tous les Haïtiens « patripoches » qui collaborent avec cette entité maléfique et avec toutes les personnes ou organisations mandatées par elle, pour être poursuivis pour crime de haute trahison.

Lorsque nous avons parlé d'une nouvelle constitution pour jeter les bases d'une nouvelle

Haïti, nous avons envisagé un document où nous pourrions mettre des verrous pour protéger le peuple haïtien contre les Pétain d'Haïti. Mais hélas, les États-Unis et ses alliés du « Core

Group » cherchent à pirater le projet en mettant en place des gouvernements fantoches dirigés par des colonisés endurcis dans le but d'atteindre des résultats opposés. Là encore, le peuple haïtien ne doit reconnaître aucun projet constitutionnel porté par des gouvernements issus des manœuvres du « Core Groupe ».

Si les pays faisant partie de cette entité, particulièrement les États-Unis, veulent faire quelque chose utile pour l'humanité, ils doivent tout simplement mettre une muselière dans la gueule de leurs chiens qui terrorisent les enfants haïtiens ou leur demander de s'asseoir.

**Wilner Predelus, PhD**

# Un nouvel ambassadeur américain en Haïti!



**Le nouvel ambassadeur américain Dennis Bruce Hankins présente ses lettres de créance au ministre des affaires étrangères et des cultes démissionnaire, Jean Victor Généus.**



**Le nouvel ambassadeur américain Dennis Bruce Hankins et le Premier ministre ai, démissionnaire Michel Patrick Boisvert**



**Le nouvel ambassadeur américain Dennis Bruce Hankins et le directeur général de la Police Nationale d'Haïti (PNH) Frantz Elbe**

Par Marie Laurette Numa

Le jeudi 14 mars 2024, le Sénat des Etats-Unis a confirmé, Dennis Bruce Hankins au poste d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis auprès de la République d'Haïti.

Arrivé le 26 mars sur le territoire haïtien, c'est le lundi 1 er avril 2024 dernier qu'il est entré officiellement en fonction, après avoir présenté ses lettres de créance au ministre des affaires étrangères et des cultes démissionnaire, Jean Victor Généus.

Préoccupé sans doute de la question de l'insécurité, l'ambassadeur n'a pas tardé pour s'entretenir avec Frantz Elbé, le soi-disant chef ou directeur général de la police pour non seulement se renseigner sur la situation mais lui passer aussi quelques consignes de Washington.

A ce stade, l'ambassade américaine sur son compte X officiel a écrit que *« L'Ambassadeur Hankins a rencontré Elbé, directeur général de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Il a écouté les préoccupations du directeur et salué le dévouement et la bravoure de la PNH »*

Il a également rencontré le nouveau Premier ministre ai, démissionnaire, Michel Patrick

Boisvert. N'est-il pas évident de signaler que depuis le mois d'octobre 2021, ce poste n'est pas occupé par un ambassadeur. Quand on sait bien qu'un ambassadeur américain en Haïti est considéré comme un gouverneur qui pourrait même convoquer n'importe quidam de président de la République pour lui dicter les ordres de la Métropole.

Quelle est la raison pour laquelle le département d'Etat l'a vite catapulté au pays ? Est-ce pour ne pas perdre le contrôle de la situation politique aux dépends des masses populaires qui ont mis à la porte le Premier ministre de facto Ariel Henry ? Sinon pour être, en absence de dirigeant haïtien valable, le principal chef d'orchestre de la conjoncture politique et comme l'a si bien dit le conseiller en communications pour la sécurité nationale des Etats-Unis, John Kirby *: « C'est moment critique de nous assurer que nous avons un ambassadeur en place »*

# AVI DE ODYANS PIBLIK, VOTE POU BIDJÈ AK ELEKSYON DISTRI LEKÒL WESTBURY LAVIL NAN NORTH HEMPSTEAD ak HEMPSTEAD NASSAU COUNTY WESTBURY, NEW YORK

AVI SA A BAY ke, dapre yon rezolisyon nan KOMISYON KONSÈY EDIKASYON NAN DISTRI LEKÒL WESTBURY, VIL NAN HEMPSTEAD AK NORTH HEMPSTEAD, NASSAU COUNTY ETA NEW YORK, adopte, 12 jiyè 2023, yon odyans piblik nan kalifye elektè nan Distri Lekòl Westbury, Nassau County, Westbury, New York ap fèt nan Oditoryòm nan Westbury High School, One Post Road, Old Westbury, New York nan madi 7 mai 2024 a 7:30. PM (tan nòmal) pou yo revize bidjè yo pwopoze a ak pou tranzaksyon an nan biznis tankou otorize pa Lwa Edikasyon nan Eta New York. Nenpòt moun ki rete nan distri lekòl la ka resevwa yon kopi deklarasyon bidjè a, sou demann, apati 25 avril 2024 nan Biwo Administrasyon an, Two Hitchcock Lane, Old Westbury, New York. AK PLIS AVI BAY ke, vòt yo ak eleksyon pa elektè yo ki anrejistre nan Distri Lekòl Westbury, Lavil Hempstead ak North Hempstead, Nassau County, Westbury, New York ap fèt nan zòn eleksyon yo dekri nan paragraf sa yo nan madi, 21 mai 2024 epi vòt la pral ant 6:00 AM ak 9:00 PM (tan nòmal) nan lekòl yo deziyen jan yo mansyone nan paragraf yo pou rezon sa yo:

(a) Pou apwouve oswa dezapwouve bidjè yo pwopoze a (konplete oswa amande) nan depans estime pou ane kap vini la jan yo soumèt pa Komisyon Konsèy Edikasyon Westbury a, nan bi pou otorize prelve yon taks sou pwopriyete a peye taks sou li nan distri lekòl la pou depans yo estime pou ane fiskal la ki pral vini.

(b) Eleksyon de (2) manm nan Komisyon Konsèy Edikasyon an, chak pou yon tèm konplè twa (3) ane kòmanse, 1 jiyè 2024 epi ki tèmine 30 jen 2027. De (2) ofisyèl prezan yo se Michelle A. Wilson ak Pless M. Dickerson.

AK PLIS AVI BAY, yo ka jwenn yon kopi bidjè a oswa deklarasyon an si yon moun k ap viv nan distri lekòl la mande li pandan lè biznis apati 25 avril 2024, eksepte samdi, dimanch oswa konje yo, nan Biwo Administrasyon an, Two Hitchcock. Lane, Old Westbury, New York ak nan chak lekòl nan Distri a pandan 9:00 AM a 3:00 PM (tan nomòl) nan biwo direktè lekòl la nan chak nan lekòl ki anba a ak nan Westbury Memorial Public Library (bibliyotèk piblik la):

Westbury High School, One Post Road, Old Westbury, New York
Westbury Middle School, 455 Rockland Street, Westbury, New York
Drexel Avenue School, 161 Drexel Avenue, Westbury, New York
Powells Lane School, 603 Powells Lane, Westbury, New York
Park Avenue School, 955 Park Avenue, Westbury, New York Dryden Street, School, 545 Dryden Street, Westbury, New York
Westbury Memorial Public Library, 445 Jefferson Street, Westbury, New York
Westbury School District Website – www.westburyschools.org AK PLIS AVI BAY ke, dapre Real Property Tax Law Section 495 (lwa sou taks soupwopriyete), yon rapò egzanpsyon detaye egzanpsyon nan taksasyon pwopriyete reyèl dwe disponib epi ajoute nan nenpòt ki pwovizwa, preliminè oswa bidjè final.

AK PLIS AVI BAY ke, petisyon ki gen omwen vennsenk (25) siyati nan elektè yo ki kalifye kandida nominasyon pou biwo a nan Manm nan Komisyon Konsèy Edikasyon an dwe depoze nan Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY ant 9:00 AM ak 5:00 PM (tan nòmal) pa pita pase lendi 22 avril 2024; petisyon sa yo dwe endike tou non ak adrès chak siyatèr, e dwe endike non ak adrès kandida a.

AK PLIS AVI BAY ke, aplikasyon pou bilten vòt pa korespondans yo ka aplike pou nan Bilding Administrasyon an pandan lè biznis yo lendi jiska vandredi, eksepte jou konje oswa sou sit entènèt UFSD Westbury. Si yo dwe voye bilten vòt la pa lapòs ba elektè yo, Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ou ranpli, pa pita ke 14 mai 2024. Si Biwo Grefye Distri a dwe delivre pèsonèlman elektè a nan bilten vòt la, se Grefye Distri a ki dwe ranpli aplikasyon an pa pita ke lendi 20 mai 2024. Grefye Distri a dwe resevwa bilten vòt pa korespondans pa pita ke 5:00 PM (tan nòmal) nan madi, 21 mai 2024.

Yon lis tout moun ki dwe resevwa bilten vòt absan yo ap disponib nan Biwo Grefye a nan Distri a pandan lè travay lekòl la nan chak nan senk (5) jou yo anvan jou eleksyon an, eksepte dimanch, ak nan samdi, 18 mai 2024 ant 9:00 AM ak l2:00 PM ak nan biwo vòt yo nan jou eleksyon an. Nenpòt ki elektè ki kalifye ki prezan nan biwo vòt la kapab fè objeksyon pou vote bilten vòt la sou rezon ki apwopriye pou fè defi li yo ak rezon ki fè sa nan yon Enspektè Eleksyon anvan fen biwo vòt yo.

AK PLIS AVI BAY, ke, dapre Seksyon 2018-e nan Lwa Edikasyon an, aplikasyon pou bilten vòt pa lapòs bonè yo ka jwenn nan Biwo Grefye Distri a nan Distri Lekòl la, pandan tout jou Distri Lekòl la nan sesyon. Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ki ranpli yo pa pi bonè pase 22 avril 2024 ak anvan 14 mai 2024, si yo dwe voye bilten vòt la pa lapòs bonè bay elektè a. Si yo remèt bilten vòt la pa lapòs bonè pèsonèlman nan Biwo Grefye Distri a, Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ki ranpli a pa pita pase 20 mai 2024. Yo p ap voye bilten vòt lapòs bonè sòf si yo resevwa li nan Biwo Grefye Distri a nan Distri Lekòl la pa pita pase 5:00 p.m. le 21 mai 2024. Yon lis tout moun yo te bay bilten vòt bonè yo ap disponib nan Biwo Grefye Distri a lè biwo a ouvri nan epi apre le 15 mai 2024 jiska 20 mai 2024, eksepte dimanch, ak samdi mai 18, 2024 ant 9:00 AM ak 12:00 PM, sou randevou davans, epi lis sa a pral afiche tou nan biwo vòt la nan eleksyon manm konsèy edikasyon an. Yon defi pou yon bilten vòt bonè pa ka fèt sou baz ke votè a te dwe aplike pou yon bilten vòt absan.

Distri a te divize zòn eleksyon yo jan sa a:

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 1 konsiste de tout zòn ki sitiye ant lès nan Post Road ak Post Avenue, nan sid ak nan lwès North Hempstead la - Oyster Bay Town Line, nan nò jiska Brush Hollow Road, Union Avenue rive School Street nan sid Old Country Road ak nan nò Old Country. Road. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan WESTBURY MIDDLE SCHOOL, 455 ROCKLAND STREET, WESTBURY, NEW YORK.

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 2 konsiste de tout zòn ki sitiye nan lwès Post Avenue, Westbury ak Post Road, Old Westbury, lès nan Ellison Avenue ak nan nò Old Country Road. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan DREXEL SCHOOL, 161 DREXEL AVENUE, WESTBURY, NEW YORK.

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 3 konsiste de tout zòn ke yo rele New Cassel, Vil North Hempstead, ki chita lès nan School Street ant Long Island Railroad ak Union Avenue ak Brush Hollow Road; tou sa chita ant Grand Boulevard ak fwontyè a lès nan distri a, nan nò Old Country Road ak nan sid Long Island Railroad la. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan PARK SCHOOL, 955 PARK AVENUE EAST, WESTBURY, NEW YORK.

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 4 konsiste de tout zòn ke yo rele New Cassel, Vil nan North Hempstead, ki chita nan sid Long Island Railroad e nan nò Old Country Road, lès nan School Street ak limite nan nòdès la pa Grand Boulevard. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan DRYDEN SCHOOL, 545 DRYDEN STREET, WESTBURY, NEW YORK.

AK PLIS AVI BAY ke Votè ki nan Militè ki pa anrejistre pou vote kounye a ka aplike pou enskri kòm yon elektè ki kalifye nan Distri a lè yo kontakte Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY, pa telefòn 516-874-1828, oswa imèl: districtclerk@westburyschools.org pou resevwa yon aplikasyon pou enskri kòm yon elektè ki kalifye nan Distri a pou Reyinyon Anyèl la 21 mai 2024. Votè ki nan Militè a ka endike preferans yo pou resevwa aplikasyon enskripsyon an pa lapòs, pa faks oswa pa lapòs elektwonik (imèl). Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon pou enskri a pa pi ta pase 5:00 PM nan 25 avril 2024. Rejis elektè yo prepare ak depoze nan biwo grefye distri a dwe enkli non tout elektè militè ki soumèt yon enskripsyon elektè ki valab. Yon elektè militè vle di yon elektè kalifye nan Eta New York ki nan sèvis militè aktyèl e ap, konsa, absan nan Distri a kote li kalifye pou vote nan jou enskripsyon an oswa eleksyon an oswa revoke/mete deyò nan sèvis militè nan 30 jou nan yon eleksyon oswa yon mari oswa madanm, paran, pitit oswa depandan votè nan militè si yon elektè kalifye nan Eta New York ak yon okipan nan distri lekòl la kòm vote nan militè yo, oswa pèsonèl militè k ap viv sou yon lakou militè nan yon distri lekòl nan Eta New York pou yon peryòd 30 jou imedyatman anvan eleksyon an.

AK PLIS AVI BAY ke Votè ki nan Militè ki kalifye pou votè nan Distri a ka jwenn yon aplikasyon pou yon bilten militè lè yo kontakte Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY, pa telefòn 516-874-1828, oswa imèl: districtclerk@westburyschools.org. Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon pou yon bilten militè pa pita ke 5:00 PM nan 25 avril 2024. Votè Militè a ka endike preferans yo pou resevwa aplikasyon pou yon bilten militè ak bilten militè a pa lapòs, pa faks oswa imèl. Yo pral voye bilten vòt militè yo pa lapòs oswa distribiye otreman pa pita pase 26 avril 2024. Grefye Distri a dwe resevwa bilten militè yo (1) anvan yo fèmen biwo vòt yo nan jou eleksyon an epi ki montre yon mak anilasyon nan sèvis lapòs Etazini oswa nan sèvis lapòs yon peyi etranje, oswa ki montre yon otorizasyon dat pou yon lòt ajans nan Gouvènman Etazini/ Ameriken oswa (2) pa 5:00 PM nan jou eleksyon an epi siyen epi gen date pa votè militè yo ak yon temwen ladan yo, ak yon dat ki detèmine yo dwe pa pita pase jou a anvan eleksyon an. Yon lis tout moun ki gen bilten militè yo te bay yo ap disponib pou enspeksyon nan elektè yo ki kalifye nan Distri a nan Biwo Grefye Distri a pandan lè biwo a ant 9:00 am a 4:00 pm, tan dominan, jouk jou eleksyon Distri Lekòl la ak Vòt la.

AVI SOU ENSKRIPSYON

AK PLIS AVI BAY ke; enskripsyon pèsonèl votè yo egzije swa dapre Seksyon 2014 Lwa Edikasyon oswa dapre Atik 5 Lwa Eleksyon an (Lwa sou Edikasyon yo). Si yon elektè anrejistre anvan dapre Seksyon 2014 Lwa sou Edikasyon an epi li te vote nan yon Reyinyon Distri Anyèl oswa Espesyal (eleksyon) ki te fèt pandan kat (4) ane kalandriye anvan yo, li kalifye pou vote nan eleksyon sa a; si yon elektè anrejistre epi kalifye pou vote dapre Atik 5 Lwa Eleksyon an, li kalifye tou pou li vote nan eleksyon sa a. Tout lòt moun ki vle vote dwe enskri.

Okipan ki kalifye nan Distri a ap pèmèt yo enskri pou reyinyon distri lekòl yo ak eleksyon nan Biwo Grefye Distri a, ki nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY ant 9:00 AM ak 12:00 PM epi ant 2:00 PM ak 4:00 PM nan mèkredi lè lekòl la louvri kòmanse ak premye jou prezans elèv yo nan mwa septanm nan epi ki fini ak dènye jou prezans elèv yo nan mwa jen, ak ant 9:00 AM a 1:00 PM nan jou biznis regilye pandan mwa jiyè ak out. Dat final la pou enskri pou Reyinyon Anyèl la sou 21 mai 2024 se jedi 16 mai 2024 ant 9:00 am ak 12:00 pm epi ant 2:00 pm ak 4:00 pm.

Komisyon Konsèy Enskripsyon an ap rankontre, avèk Grefye Distri a, nan jedi 16 mai 2024 ant 2:00 PM ak 8:00 PM (tan nòmal) nan bi pou yo enskri tout elektè yo ki kalifye nan Distri a dapre sa a. Seksyon 2014 nan Lwa sou Edikasyon, yo ajoute nenpòt non adisyonèl nan Rejis la yo dwe itilize nan eleksyon an deja mansyone, nan ki tan nenpòt moun ki pral pèmèt li gen non li oswa li mete sou Rejis la, si nan reyinyon Komisyon Konsèy Enskripsyon a yo rekonèt li oswa pwouve nan satisfaksyon Komisyon Konsèy Enskripsyon a pèmèt yo vote nan eleksyon an enskri a prepare, nan kote sa yo:

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 1 WESTBURY SCHOOL SCHOOL 455 Rockland Street, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 2 DREXEL AVENUE SCHOOL 161 Drexel Avenue, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 3 PARK AVENUE SCHOOL 955 Park Avenue, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 4 DRYDEN STREET SCHOOL
545 Dryden Street, Westbury, New York

Touswit apre yo finn enskri a, yo dwe depoze li nan Biwo Grefye Distri a, kote nenpòt elektè ki kalifye pou Distri a dwe enspekte li ant 9:00 AM ak 3:00 PM (tan nòmal) sou chak nan senk (5) jou yo anvan jou a etabli pou Reyinyon Anyèl eksepte dimanch ak samdi, 18 mai 2024 ant 9:00 AM ak 12:00 PM ak nan biwo vòt la(yo) nan jou eleksyon an.

AK PLIS AVI BAY ke, dapre Seksyon 2014 Lwa Edikasyon Eta New York, Komisyon Enskripsyon an ak Grefye Distri a pral rankontre nan WESTBURY MIDDLE SCHOOL, 455 Rockland Street, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 1 jan sa eksplike deja) ak DREXEL AVENUE SCHOOL, 161 Drexel Avenue, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 2 jan sa eksplike deja) ak PARK AVENUE SCHOOL, 955 Park Avenue, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 3 jan sa eksplike deja) ak DRYDEN STREET SCHOOL, 545 Dryden Street, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 4 jan sa eksplike deja) sou 16 mai 2024 ant 2:00 PM ak 8:00 PM (tan nòmal) nan bi pou yo prepare ENSKRI Distri Lekòl la pou reyinyon yo ak eleksyon ki te fèt apre Reyinyon Anyèl la ki te fèt nan 21 mai 2024.

AK PLIS AVI BAY ke, dapre yon règ adopte pa Komisyon Konsèy Edikasyon an dapre Seksyon 2035 ak 2008 nan Lwa sou Edikasyon nan Eta New York, nenpòt referandann oswa pwopozisyon yo pou amande/chanje bidjè a oswa otreman yo dwe soumèt pou vote nan eleksyon sa yo, ki pa lalwa egzije yo dwe enkli nan avi legal la pou vòt la, yo dwe depoze nan Komisyon Konsèy Edikasyon an nan Bilding Administrasyon, Two Hitchcock Lane, Old Westbury, New York sou oswa avan 22 avril 2024 a 5:00 pm (tan nòmal), yo dwe tape oswa enprime nan lang angle, yo dwe dirije nan Biwo Grefye Distri a, yo dwe siyen pa omwen vennsenk (25) elektè kalifye nan Distri a; e dwe mete non chak moun ki siyen. Nenpòt pwopozisyon kapab refize pa Komisyon Konsèy Edikasyon an si bi pou pwopozisyon se pa nan pouvwa votè yo, oswa ki kote depans la nan lajan an egzije nan pwopozisyon, si pwopozisyon a echwe epi pa enkli ladan espesifik afektasyon ki nesesè.

KALIFIKASYON POU VOTE NAN NENPÒT REYINYON NAN DISTRI LEKÒL LA

A. Yon moun dwe sitwayen Etazini.
B. Dizwit an oswa plis.
C. Dwe ap viv nan distri a pou yon peryòd trant jou oswa plis pou eleksyon kap vini an kote li pral vote.
D. Dwe anrejistre pou vote nan Nassau County oswa nan Eleksyon Lekòl yo.

Beverley Cathnott Grefye Distri a Komisyon Konsèy Edikasyon
Westbury Union Free School District
Towns of Hempstead and North Hempstead
County of Nassau
Westbury, New York

# Rara lage-Konpa patrimwàn !



Rara Lage

J. Fatal Piard

*Depi w tande tanbou frape*
*Tout Ayisyen leve kanpe*

Epòk pak se lè tout timoun an vakans. Dantan lontan nan epòk sa a te konn gen anpil amizman tankou toupi, kap pou tout timoun yo. Pou granmoun yo menm se rara k lage. Nan lokazyon fèt pak sa a Rara Ògèy nan vil Tigwav. Se nan lannwit 1ye pou louvre 2 avril la yo te fete l nan bèl anbyans mizik tout lannwit. Nan lokazyon an, te genyen divès aktivite ki te reyalize. Pami yo, defile, konkou rara, elatriye. Se plis pase 15 bann rara ki te patisipe nan aktivite sila a, yo manje, bwè epi fete nan tèt ansanm.

**Rara Ògèy Lajenès 179 lane**

Nan lokazyon 179 rèkòt kafe Rara Ògèy la ki te fete nan vil Tigwav nan lannwit 1ye pou louvri 2 avril ki sot pase a, youn nan manm komite a, mesye Lamòt te pran lapawòl nan non yo tout. Nan diskou sikonstans li a, li remèsye tout ginen yo, tout fanatik yo, tout fòs viv komin nan. Li te bay yon mo espesyal pou madam Niva Ogisten ki sipòte yo nan tout okazyon yo.

Pandansa li te deklare, se pou premye fwa yo rive reyalize yon aktivite konsa depi yo ekziste. Lamòt te pale ak palmantè ki pral vini yo pou vote lwa pou kapab mete lajan nan bidyè peyi a. Se yon fason pou tout rara nan peyi a rive jwenn mwayen ekonomik pou yo fonksyone pi byen. Paske daprè li, rara yo genyen anpil depans yo bijo fè, lè pou yo soti.

Selon sa Tribolan fè konnen pou ane sa a, aktivite rara yo pase san gwo pwoblèm. Zewo ka aksidan daprè dirijan rara yo ak responsab lopital jeneral Nòdam Tigwav, pou ane sa a doktè Fred Jasmin, repòte TRiboLAND medya te kontakte.

**Konpa Dirèk**

Konpa Ayisyen anvan lontan ka vin enskri sou lis patrimwàn kiltirèl imateryèl Fon Nasyon Zini Edikkasyon ak Lasyans ak Lakilti Inesko (nan lang franse) Delegasyon pèmanan Ayiti nan Inesko anonse l prezante kandidati Mizik Konpa pou vin fè pati Patrimwàn Imateryèl Limanite. Se nan yon komnike yo te mete deyò jou k te madi 26 mas ki sot pase a. men menm si w tande tout bagay, w pa fouit pale de Konpa san w pa pale de Papa Konpa a ki se Nemou Janbatis

**Nemou Janbatis**

Nemou Janbatis, se yon gwo potorik mizisyen san parèy ki te maton nan ekzèsis soufle van nan bèk saksofòn detan l pe manyen yon bann ti bouton ak pwent dwèt li pou chanje son yo. Anplis li te konn graje kòd gita l byen tou guitariste. Nemou ak yon bon matchòpwèl li Webè Siko se yon menm yo te rele papa Konpa.

Nemou te fèt nan Pòtoprens epi l te envante estil mizik sa a nan lane 1955. Depi nan lane 1953 Nemou te mete sou ye pwòp òkès li kote l te toujou konn jwe nan yon klèb ki te rele Okalbas. Gras ak yon gwo gitaris ki te konn jwe ak li ki te rele Remon Gaspa ansanm yo te mete "Konpa Dirèk" la kanpe djanm. Kèk tan pi ta yo vin rele l Konpa.

**Oksid Janti**

Anplis Nemou Janbatis, ak bon mon konpè l Webè Siko de pi gwo Papa Konpa a yo, gen kèk lòt mizisyen tou ki te bay gwo kout men nan mete mizik Konpa a kanpe. Youn nan yo se Oksid Janti. Jal Oksid te etidye mizik nan Konsèvatwa Mizik nan vil Pari ki se kapital Lafrans. Mizisyen sa a te konn ekri mizik pou dan ri. Anpil moun ka pa konn si w ap danse Konpa fòk ou konnen jal Oksid Janti se tonton Konpa.

Si m di w li te konn konpoze anpil mizik se si tou l te fè anpil albòm konpa serye tou. Pou fini an n fè yon ti pale de Jisten Eli, anplis li te yon gwo konpozitè tou menm jan ak jal Oksid Janti, Jisten Eli te plis konn fè kòd pyano plenyen anba pwent dwèt li lè l fin peze touch yo. Eli te konn al depoze jis nan Konsèvatwa Mizik Pari. Anpil moun te renmen fason Eli mache estil Konpa l la Ozetazini.

## Tire

Bal la fè twou
pou-l pase rantre
l'ale, li travèse
depi se trip,
depi se pye, jizye,
mwèltèt.

Li pase an boulin,
an boulvès
li vire antre
bourade kraze
wa di
yon bagay
l'ap chache nan mitan fèy
papye.
bal la kwaze
ak kat tikatkat
ki te chita ap etidye
[…]
Georges Castera Fils

# Haïti ou la rébellion des pauvres

Par José Juan Requena

*Haïti est un pays très pauvre, exploité toute sa vie par des étrangers ou des hommes politiques qui en ont profité pour s'enrichir aux dépens du peuple haïtien.*

Comme toute révolution, ce qui s'est passé en Haïti a été la conséquence d'une crise grave qui a poussé la population à prendre les armes contre les grandes inégalités existantes, raison pour laquelle il faut énumérer les causes de cet événement clé de l'histoire.

**Problèmes d'esclavage**

En Haïti, l'économie était basée sur l'esclavage, essentiel à la production de sucre, de cacao, de tabac ou de café. Haïti est devenue l'une des colonies les plus rentables au monde, ce qui a amené les esclaves noirs amenés par bateau d'Afrique à avoir de plus en plus de travail et leur situation est devenue plus dure. La mortalité des esclaves augmentait, en raison du travail excessif, de maladies comme le paludisme ou la fièvre jaune.

**Les Marrons**

La crise des esclaves a poussé beaucoup d'entre eux à fuir vers la jungle et à devenir des marrons, des esclaves rebelles qui vivaient comme ils le pouvaient et attaquaient les esclavagistes pour obtenir de la nourriture. L'apparition des marrons fut le début de la formation de grands groupes rebelles qui luttèrent contre l'esclavage et, au fil du temps, la base des révoltes d'esclaves.

**La démographie**

Le besoin de main-d'œuvre pour continuer à produire le sucre nécessaire à la vente en Europe a provoqué une augmentation rapide de la population d'esclaves, et en peu de temps leur nombre était bien supérieur à celui des propriétaires d'esclaves. Bien que des centaines de meurtres et de castrations aient été perpétrés en guise de punition, cela n'a pas suffi et à un moment donné, le nombre d'esclaves était de 10 pour chaque propriétaire d'esclaves.

**La révolution française**

Les idées de la révolution et le fait que tous les gens étaient égaux, même les esclaves, ont amené les Haïtiens à considérer favorablement les idées révolutionnaires.

**Un chef**

Toussaint L'ouverture était un leader clé de la révolution haïtienne. C'était un homme libéré et un brillant stratège militaire qui a réussi à unifier de nombreux groupes rebelles pour lutter contre l'armée française. En 1801, L'Ouverture prit le contrôle d'une grande partie d'Haïti et proclama une constitution abolissant l'esclavage et établissant un gouvernement noir autonome. En 1791, les esclaves d'Haïti se sont rebellés contre leurs maîtres français. Cette révolte était menée par des dirigeants tels que Toussaint L'ouverture et Jean-Jacques Dessalines. Ces dirigeants ont profité des tensions sociales pour mener une rébellion réussie qui mènerait finalement à l'indépendance et à l'abolition de l'esclavage.



Jimmy Chérizier, porte-parole de Vivre Ensemble, ce groupe armé qui a renversé Ariel Henry

**Haïti, un peuple oublié**

[Le président déchu] Ariel Henry a travaillé dur pour contenir la violence, qui constitue un obstacle majeur à la tenue d'élections cruciales, longtemps retardées. Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse, des groupes armés ont pris le contrôle de vastes zones du pays. La population souffre de la faim, de violences généralisées et de déplacements. Le pays n'a pas de leader. Pire encore, le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7,3 a frappé Haïti. Plus de 220 000 personnes ont perdu la vie et plus de 300 000 ont été blessées.

**Haïti, le pays de la pauvreté et maltraité par tous, au lieu de l'aider, on l'enfonce davantage.**

L'intervention militaire en Haïti en 2004 juste après le coup d'État en Haïti de 2004 est apparue comme une révolte armée contre Jean-Bertrand Aristide. Il avait accédé à la présidence d'Haïti en février 2001, après avoir remporté les élections avec 91,69 % des voix. Les gangs pauvres contrôlent 80 % de Port-au-Prince, selon l'estimation du Département de la protection civile du pays le 16 août.

Des acteurs étrangers en Haïti décident de leur sort. L'assassinat survenu en juin 2021, en Haïti, contre son président Jovenel Moïse, a ouvert la scène d'une désintégration sociale de la nation haïtienne.

Cet acte, perpétré, entre autres, par d'anciens soldats colombiens dans la maison présidentielle elle-même et financé par des sociétés de sécurité de Miami - comme l'ont indiqué les tribunaux de la ville du sud-est des États-Unis - a conduit le pays à une situation encore plus compliquée. Nous parlons ici d'une fragmentation sociale, avec des acteurs disparates en conflit, qui depuis février a atteint son paroxysme.

Les actions de ces soldats colombiens démontrent une intention cachée, venue de l'extérieur, de conduire Haïti vers une situation comme celle qu'elle vit.

Les réseaux sociaux ont également fait leur « magie », diffusant du faux à travers l'accusation classique et coloniale de cannibalisme auprès des habitants, pour valoriser l'image d'un pays » « irrémédiablement », qu'il faudrait intervenir.

Le 7 février fixait constitutionnellement la date limite pour le départ du gouvernement actuel, composé essentiellement du Premier ministre Ariel Henry qui, de Porto Rico, a démissionné de son poste, bien qu'il n'ait jamais prêté serment. L'illégitimité du gouvernement, désormais privé de sa période constitutionnelle pour gouverner, et l'aggravation de la situation de « vide de pouvoir », ont permis l'autonomisation exponentielle de grands groupes armés, certains dirigés par d'anciens responsables bien connus, qui ont progressé dans le pays l'appropriation de divers espaces du pays et émergent également en tant qu'acteurs politiques. Pendant de nombreuses années, les gangs ont contrôlé des secteurs de la périphérie et du centre de Port-au-Prince, mais ces dernières semaines, ils ont progressé vers le reste du pays, parvenant à contrôler de vastes territoires.

Leurs actions s'apparentent également davantage à celles d'un groupe armé ayant une influence politique et nationale : ils ont attaqué des postes de police, ils ont investi des prisons et libéré des prisonniers, ils sont déjà entrés dans des quartiers riches, ils ont exigé la démission d'Henry et, selon les informations internationales des médias, ont empêché le premier ministre de revenir, en encerclant l'aéroport ; le rejet d'Henry et la participation d'anciens soldats colombiens à l'assassinat, auraient réussi à coordonner les actions des gangs, qui commençaient à avoir un ennemi commun, un adversaire supérieur: le gouvernement soutenu uniquement par des puissances étrangères. Des groupes d'autodéfense émergent tentent d'affronter ces gangs et la situation de harcèlement généralisé subie par l'ensemble de la population conduira directement Haïti à une guerre civile qui se terminera par un génocide.

Henry a accepté de démissionner de Porto Rico et, par l'intermédiaire de la Communauté des Caraïbes (Caricom), l'installation d'un Conseil présidentiel de transition a été proposée, qui doit nommer un président par intérim et convoquer, à un moment péremptoire des élections libres, qui après tout, cela semble être une revendication commune parmi certains acteurs politiques à l'exception de la population haïtienne.

Un vide d'autorité est évident. La violence s'exacerbe. Les bandes armées commencent à fonctionner dans une logique de souci de l'État et non plus comme un simple crime organisé ; La population civile est de plus en plus sans défense et des poches de famine sont déjà signalées. Tout cela laisse penser que l'absence actuelle de l'État ne sera pas comblée très facilement, quel que soit le président qui acceptera les fonctions intérimaires.

**Une intervention en attente**

Il s'agit, du point de vue de la raison d'État, de créer des conditions minimales pour des élections nationales qui n'ont pas eu lieu depuis 2016. Il n'est pas déraisonnable que les bandes armées, qui ont des porte-parole politiques, permettent la tenue d'un scrutin puisqu'elles ont exigé l'élection populaire du prochain président.

Toutefois, à l'heure actuelle, Haïti ne semble pas s'orienter vers une normalisation. Il faudra voir comment sont accueillis ce nouveau conseil et la nomination d'un nouveau président de transition, parmi l'archipel des facteurs de pouvoir politique et territorial.

Le gouvernement du Kenya a proposé d'envoyer une troupe de 1 000 policiers, financée par Washington, pour intervenir dans le contrôle de l'ordre public. Le gouvernement américain envisage également d'envoyer des forces, comme l'a souligné ce mardi Laura Richardson, chef du Commandement Sud.

Une intervention en Haïti, constituée sous la forme d'une force multinationale, n'a « rien de nouveau sous le soleil ». Depuis 1994, l'ONU a envoyé dix opérations, la dernière étant la Minustah, déployée de 2014 à 2017, et ses actions sont entachées de souvenirs néfastes. Ces interventions n'ont pas régularisé la situation, mais ont même aggravé la crise.

La nouveauté actuelle, par rapport aux interventions précédentes, c'est la force militaire dont disposent les gangs. Avec cette nouvelle variante, toute prédiction concernant la pacification du pays est sous réserve, même sous l'intervention d'une hypothétique force internationale, qui pourrait finir par alimenter une guerre civile.

Les heures malheureuses que subissent les citoyens se sont transformées en de longues journées, mois et années d'une crise aussi aiguë que perpétuelle. Les intérêts de la « communauté internationale » n'aident pas non plus à grand-chose.

Haïti est seule, et seule une convocation rapide d'élections générales pourrait générer une lueur d'espoir. Le chef du gang criminel haïtien Delmas 95, Ernst Julme, alias « Ti Greg », a été tué jeudi lors d'une opération de police. Le chef de gang s'était évadé de prison lors de la récente évasion massive du pénitencier national de Port-au-Prince.

Ces derniers jours, la police et les gangs ont eu de rudes affrontements. Mercredi, des organisations criminelles de ce pays des Caraïbes, qui connaît une forte escalade de la violence, ont lancé de nouvelles attaques contre des communautés autrefois paisibles dans la banlieue de la capitale, Port-au-Prince. Au moins quatre membres présumés du gang sont morts, dont un autre chef connu sous le nom de Makandal.

Haïti a déclaré l'état d'urgence le 3 mars, après que Cherizier a appelé les groupes criminels à s'unir et à renverser le Premier ministre Ariel Henry, qui a annoncé sa démission quelques jours plus tard.

L'ONU estime qu'au cours de cette seule récente vague de violence, des dizaines de personnes sont mortes et près de 17 000 ont dû quitter leur domicile dans la capitale pour chercher refuge dans le sud du pays. Le chef du groupe de gangs G9, Jimmy Chérizier, connu sous le nom de « Barbecue », demande à la communauté internationale de présenter un « plan détaillé » pour Haïti comme condition pour discuter et envisager de déposer les armes dans ce pays des Caraïbes, a déclaré le chef. Il a exprimé sa vision sur la crise actuelle, les solutions possibles et le rôle des organisations internationales, ainsi que de la force internationale de maintien de la paix dirigée par le Kenya, dont le déploiement est prévu dans le pays.

*« Les jours à venir vont apporter des choses pires qu'aujourd'hui »*, a déclaré Chérizier au moment où Haïti est embourbé depuis des mois dans une crise de violence, des bandes criminelles contrôlant 80% du territoire de la capitale, Port- au-Prince, ainsi que ses environs. De même, il a rejeté l'intervention de la (Caricom) comme organisation médiatrice dans la crise : *« Je les respecte beaucoup, mais ils ne représentent pas les besoins des gens ordinaires et ils ne font rien d'autre que permettre aux politiciens oligarques corrompus de continuer à contrôler le pays »*, déclare-t-il.

Barbecue' s'oppose également au déploiement prévu d'une force internationale, avertissant que son arrivée pourrait conduire à un bain de sang. *« Je crois que si les Kenyans viennent ici, c'est pour massacrer les pauvres, car c'est l'ordre qu'ils recevront des oligarques et des politiciens corrompus »*, a-t-il déclaré, affirmant que si cela se produisait, ses armes l'en empêcheraient et qu'il considérerait les forces de sécurité du pays africain *« comme des envahisseurs »* qui veulent *« piétiner »* l'indépendance et la souveraineté du pays.

Entre autres causes, outre la violence criminelle, figurent une inflation élevée et de mauvaises récoltes dues à des précipitations inférieures à la normale, ainsi que le manque d'aide humanitaire planifiée.

**Rumeurs de complot**

On dit que la cause principale de tout cela est la découverte, grâce aux satellites, de grandes quantités de pétrole près des côtes d'Haïti, ce qui a ouvert les mâchoires gourmandes de certaines puissances du soi-disant Premier Monde, et elles ont facilité tout ceci avec un intérêt marqué à promouvoir une invasion par des forces militaires étrangères, qui placeront une marionnette au pouvoir pour garantir que toute cette richesse pétrolière appartiendra à leurs compagnies pétrolières, sera exploitée, gérée et distribuée par des sociétés transactionnelles qui garantissent que tout ce nouveau pétrole et gaz, ces richesses connues sur les côtes haïtiennes iront directement aux machines gloutonnes de cette nation qui participe, finance et favorise, comme elle fait déjà la future nouvelle invasion d'Haïti, dont, comme toujours, les pauvres avec la pauvreté, la faim et la mort seront des dommages collatéraux qui tomberont sur le peuple haïtien. C'est pourquoi j'ai intitulé cet article Haïti, la rébellion des pauvres.

**Aporrea 1er Avril 2024**

# Chute d'Ariel Henry, fin de la première partie de la transition post-Jovenel Moïse !




**Au cours de ces trois années que le docteur Ariel Henry a passées au sommet de l'Etat. En clair, c'est le chaos total.**

Par Catherine Charlemagne

La Transition politique post-Jovenel Moïse, conduite par le Premier ministre Dr Ariel Henry, aura été la plus longue de l'histoire contemporaine d'Haïti. Elle a duré du 20 juillet 2021 au 11 mars 2024. Pourtant, elle a été la moins féconde de toutes. La plus dramatique sur le plan sécuritaire. La plus catastrophique du point de vue économique. En 2024, Haïti est exsangue. Faillie et totalement livrée au règne des groupes armés, les fameux gangs qui ont pris le contrôle effectif de la capitale haïtienne, Port-au-Prince et de ses banlieues au cours de ces trois années que le docteur Ariel Henry a passées au sommet de l'Etat. En clair, c'est le chaos. Or, en dépit de ce bilan peu reluisant pour le neurochirurgien, celui-ci voulait coûte que coûte poursuivre l'œuvre destructrice entamée sans l'aval de la Communauté nationale, c'est-à-dire, les premiers concernés qui sont les Haïtiens.

Nommé, certes, par le Président Jovenel Moïse quarante-huit heures avant son assassinat mais ratifié par un Tweet de la Communauté internationale à travers le Core Group, jamais Ariel Henry n'a pu démontrer qu'il était à la hauteur des enjeux ni de la conjoncture sociopolitique dans lesquels il a accédé aux timons des affaires. A sa décharge, il s'était entouré des principaux partis et regroupements politiques de l'ex-opposition par un Accord dès le mois de septembre 2021 dont le but, selon eux, était de parvenir à un gouvernement de consensus afin de conduire le pays vers des élections générales et de rétablir la normalité constitutionnelle. Durant plus d'une année, ses premiers alliés politiques l'ont conduit dans le décor. En décembre 2022, le 21 pour être exact, un nouvel Accord politique a été signé cette fois-ci non seulement avec ses premiers partenaires mais aussi avec d'autres entités politiques et la Société civile qui les avaient rejoints selon le document dit l'Accord du 21 décembre ou de Kinam, le nom de l'hôtel où ledit accord avait été validé, afin de relancer le processus de la mise en place d'un gouvernement légitime.

Ce document comprenait plusieurs points. Parmi lesquels, deux sortaient du lot étant deux concessions laissant croire que les choses devraient évoluer dans le bon sens. Ces deux concessions sont fondamentales pour comprendre la chute honteuse et calamiteuse du Premier ministre. Le premier point est une concession majeure s'agissant de la création d'une structure politique ayant pour mission d'accompagner le chef du gouvernement intérimaire à aller vers les élections générales et de l'assister dans la gestion du pays durant ce laps de temps. Cet organisme, c'est le Haut Conseil de la Transition (HCT), dont on a expliqué la mise en place plus que laborieuse dans différentes chroniques. Il est composé de trois membres dont la constitutionnaliste, Mirlande H. Manigat, une figure de l'élite intellectuelle du pays. Professeure des Universités, ancienne Secrétaire générale du parti RDNP, elle en est la Présidente. L'autre point fort, non des moindres, qui caractérise cet Accord, c'est la date à laquelle Dr Ariel Henry devait quitter le pouvoir.

**Il est stipulé clairement dans le document que les élections générales doivent être organisées au cours de l'année 2023. Par conséquence, le Premier ministre Ariel Henry quitterait le pouvoir le 7 février 2024 après avoir passé le pouvoir à un Exécutif dûment élu à la suite des scrutins prévus par l'Accord du 21 décembre 2022. Afin de couler dans le marbre cette belle entente politique, il a été décidé de publier le document dans ce qui est le plus officiel des officiels de la République, le journal *Le Moniteur*. Ainsi scellé, le chef de la Transition n'avait qu'à bien se tenir et surtout se débrouiller pour appliquer et respecter ledit Accord dans lequel son destin politique est éminemment engagé. Le problème en Haïti, c'est qu'aucun dirigeant politique ne veut respecter l'engagement pris vis-à-vis de la population encore moins vis-à-vis de ses partenaires politiques. Pire, ceux qui sont au Palais national ou à la Primature s'arrangent et font tout ce qu'ils peuvent pour ne pas quitter le pouvoir en dépit de leur incapacité et de leur incompétence avérées à gérer ou à gouverner.**

Sans oublier qu'ils ne veulent céder ni à l'agitation de l'opposition ni aux pressions de la population alors même qu'ils n'ont aucune échappatoire sinon le soutien aléatoire et limité de la Communauté internationale. C'est le cas du Premier ministre Henry qui allait faire les frais de son incompétence politique et découvrir à son tour que les Etats, notamment les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Canada, n'ont pas d'amis que des intérêts. Premièrement, à aucun moment de la durée, il n'a respecté une seule ligne de l'Accord signé avec ses partenaires politiques. Lui et ses alliés, principalement le SDP (Secteur Démocratique et Populaire) dirigé par le plus fidèle et radical de ses partisans, Me André Michel, ou encore le parti Fusion de Edmonde Supplice Beauzile qui compte plusieurs ministres, le parti INITE, de Levaillant Louis-Jeune, etc, se contentent de profiter des privilèges du pouvoir tout en faisant obstacle à toutes initiatives qui auraient pu sortir le pays de la crise.

Ils ont tout entrepris pour ne pas laisser le HCT prendre forme et se mettre en condition de fonctionner comme il est noté dans l'agenda de l'Accord. Par leur attitude mesquine et anti-démocratique, ils ont contribué à rendre le HCT et sa Présidente, Mirlande H. Manigat, inutiles et sans intérêt. Jamais cet organisme n'a pu prendre une vraie décision dans le cadre de sa mission initiale. Mirlande Manigat et ses deux colistiers du HCT, Laurent Saint-Cyr et Calixte Fleuridor, ont été réduits en spectateurs contemplant comment le régime dont ils étaient censés faire partie était en train de s'effondrer. Finalement, personne n'a jamais su à quoi la création du HCT a servi ni pourquoi il a été créé. Réduit au silence après quelques sorties très remarquées de sa Présidente, le HCT est devenu caduc comme va l'être le mandat non constitutionnel du Premier ministre Ariel Henry.

Il faut tout de même signaler que parmi les trois membres, Laurent Saint-Cyr, le représentant du Secteur des affaires, s'était sorti du lot pour se rapprocher du Premier ministre en devenant son Conseiller officieux et ayant son bureau à la Primature. Depuis la signature de l'Accord du 21 décembre, à part le HCT, rien n'a été fait ni entrepris par le pouvoir. A chaque fois, l'équipe de la Transition a fait du dilatoire avec ses partenaires. Quant à l'opposition, ni Ariel Henry ni ses alliés ne font cas de cette entité jugée incapable de les contrecarrer dans leur marche vers la réalisation du plus grand hold-up politique de tous les temps en Haïti. Ariel Henry avait convenu pour un scrutin au mois d'août 2025 afin, disait-il, de transmettre le pouvoir en 2026 à des élus, soit cinq ans après son arrivée à la Primature.

En effet, malgré les multiples soi-disant négociations entreprises sous le leadership de la Communauté des Etats de la Caraïbe (CARICOM), jamais les deux parties - Pouvoir et opposition - ne se sont retrouvées pour signer un accord. Il y avait toujours un bémol, surtout du côté des alliés du Dr Henry, pour empêcher l'opposition d'intégrer le pouvoir. Ils font obstacles à tout. Ils s'opposent à l'ouverture du HCT qui devrait passer de 3 à 7 membres comme il en avait été question. Si Me André Michel fut contraint et forcé d'accepter timidement cette ouverture, il s'était toujours opposé à un élargissement du pouvoir du HCT par crainte que celui-ci ne limoge son Premier ministre.

Quid du Conseil électoral provisoire (CEP)? Jamais il n'a été ni nommé encore moins installé comme il est stipulé dans l'Accord du 21 décembre. Pris là encore sous la pression et l'influence de ses alliés jouissant de manière sans vergogne du bénéfice d'un pouvoir sans contrôle, Ariel Henry se contentait de gouverner par des annonces. Tantôt la formation du CEP était pour demain, quand finalement on apprenait qu'elle a été reportée sans aucune raison apparente. Alors que l'opposition ne cessait de lui réclamer des comptes sur sa gestion opaque, personne n'a idée de l'état des comptes publics en même temps que la Direction générale des Impôts, (DGI), celles des Douanes, de l'OAVCT, etc qui battent des records en prélèvement de taxes et en recette publique.

Dr Henry prenait un malin plaisir à se comporter en un dirigeant cleptomane n'ayant de compte à rendre qu'à lui même faute d'organiser un contre-pouvoir avec des élections qui, en fin de compte, n'ont jamais été dans l'agenda de l'équipe au pouvoir. Ariel Henry a battu le record du tandem Gérard Latortue/Boniface Alexandre en durée. Plus de trois longues années. Non seulement aucun scrutin n'a pu être organisé, même les infrastructures pour y arriver n'ont pas été mises en place, alors qu'il n'avait personne ni aucune institution qui pouvait l'en empêcher. Pire, le comportement du Premier ministre laissait apparaître qu'il n'avait aucune intention de laisser le pouvoir ou la Primature et le Palais national puisqu'il était de facto aussi chef de l'Etat tout en étant à la fois ministre de l'Intérieur et des Collectivités. Un comble ! A chacune de ses adresses à la nation, il reprenait les mêmes discours rendant les gangs responsables de la situation sécuritaire, ce qui n'est pas faux mais sans dire ce qu'il avait entrepris ni comptait faire pour y remédier. Sauf qu'il espérait, incrédule, l'arrivée en Haïti de la force multinationale qu'il réclamait pour combattre l'insécurité.

Depuis la demande officielle faite auprès de la Communauté internationale, notamment auprès des Nations-Unies et des Etats-Unis, en octobre 2022, le Premier ministre passa son temps à guetter l'arrivée de cette force étrangère. Pendant que les divers groupes armés que son régime a laissés prospérer par des actes de kidnapping sont devenus un fléau à travers la région métropolitaine de Port-au-Prince et une partie de l'Artibonite. S'appuyant sur le phénomène d'insécurité et les gangs comme boucliers, il se croyait indéboulonnable même en ne respectant pas sa propre signature au bas de l'Accord du 21 décembre et le fameux numéro du journal officiel *Le Moniteur* qui le donnait partant le 7 février 2024. Or, l'opposition et naturellement la population l'attendaient au tournant. Dès la rentrée 2023, c'est-à-dire fin août, les cloches du départ commençaient à se faire entendre. L'opposition avait commencé à vendre dans les médias la date fatidique du 7 février 2024 comme la fin du mandat du Premier ministre selon l'Accord du 21 décembre 2022. Elle finit aussi par convaincre la population de se mobiliser contre ce « Roi » fainéant passant son temps à voyager à l'étranger au lieu de s'occuper d'une population au bord de l'hécatombe. Amplifiées par les appels à la révolution de Guy Philippe, stimulées par la crise au sein de la BSAP (Brigade de la Sécurité des Aires Protégées), toutes les conditions pour renverser le régime étaient donc réunies.

Il manquait juste un dénominateur commun, un élément pouvant fédérer tout le monde dans la même direction et surtout en même temps. Ils ont fini par trouver ce mot clé : caducité ! C'était le cri de ralliement. Comme un seul homme, tout le monde reprend en cœur : 7 février 2024, l'Accord de Kinam est caduc dans la mesure où le Premier ministre n'a pas livré la marchandise comme prévu, c'est-à-dire, qu'il n'y a pas eu d'élections. De ce fait, son mandat est arrivé à terme, il doit partir. Comme nous l'avons démontré dans une précédente chronique durant tout le mois de février, le pays s'est soulevé contre le chef de la Transition avec un seul mot d'ordre: démission. Jusqu'à la première semaine du mois de mars, les manifestations ne s'étaient jamais affaiblies contre Ariel Henry.

Mais, sûr de lui, et certains disaient même par pure provocation, dans la soirée du 7 février et après les déclarations du Chargé d'Affaires américain à Port-au-Prince, Eric Stromayer « *on ne remplace pas une transition par une transition* », Ariel Henry s'est retrouvé à répéter les mêmes mots que certains n'hésitent pas à qualifier de « bêtise » lors de son adresse à la Nation au cours de la soirée du 7 février, date marquant en Haïti le passage de la dictature à la démocratie. Ce faisant, Ariel Henry a voulu ironiser sur l'opposition qui avait fixé ce jour comme étant le dernier pour son Administration. Se croyant soutenu par le Core Group à travers lequel Washington dicte ses directives aux autorités haïtiennes depuis des décennies, le chef de la Transition se sentait rassuré et en confiance.

Quelques jours plus tard, c'est-à-dire, le jeudi 25 février, en pleine période de mobilisations anti-gouvernementales, il prend l'avion pour la Guyana pour un Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté caribéenne (CARICOM) sans savoir que ce serait le dernier pour lui en tant que Premier ministre d'Haïti. Tout semble bien se passer pour Ariel Henry qui poursuivait sa tournée au Kenya pour rencontrer le Président William Ruto avec qui il devait parachever l'accord autorisant l'expédition d'un millier de policiers kenyans en Haïti dans le cadre de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS). Mais, quatre jours plus tard, étant toujours à Nairobi, la capitale du Kenya, le soulèvement populaire a pris une autre tournure en Haïti, notamment à Port-au-Prince où tous les gangs armés ont constitué une coalition armée, sorte de plate-forme politique sous le nom de : *Viv Ansanm* (Vivre Ensemble) et sont passés à l'offensive contre le pouvoir.

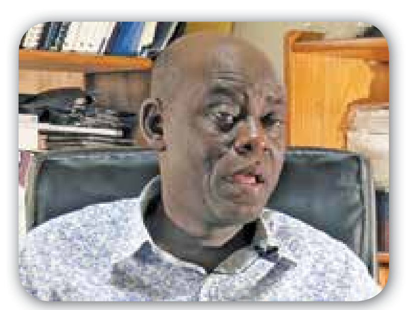
Ce regroupement, placé sous la présidence d'un certain « Barbecue », de son vrai nom Jimmy Chérizier, ancien policier et ancien membre d'une unité d'élite de la PNH, la UDMO (Unité Départementale de Maintien de l'Ordre), passé dans le camp des gangs depuis des années, décide de prendre l'affaire en main. Il revendique toutes les opérations armées menées contre les institutions publiques et annonce que ses hommes feront tout pour que le Premier ministre Ariel Henry ne retourne plus en Haïti et que celui-ci doit démissionner. Annonçant même une guerre civile, voire un génocide si la Communauté internationale s'accroche à Ariel Henry. Les hommes armés de « *Viv Ansanm* » bouclent la capitale et imposent un blocus de l'aéroport international Toussaint Louverture, ce qui oblige les responsables de l'Aviation civile haïtienne à fermer tous les aéroports du pays et à suspendre tout trafic aérien en Haïti. Bloqué à l'étranger et ne trouvant aucun moyen pour rentrer au pays même par la frontière terrestre après la fermeture de l'espace aérien de la République dominicaine par les autorités de cet Etat frontalier, Ariel Henry qui avait affrété un avion depuis New-York pour tenter de regagner Haïti s'est vu contraint de se réfugier à Porto Rico le mardi 5 mars 2024.

Pendant ce temps, en Haïti, le gouvernement est on ne peut plus discret, sinon effacé devant la Communauté internationale, plus précisément les autorités américaines qui utilisent les services de la CARICOM afin de trouver une solution moins violente devant la volonté des groupes armés sous l'impulsion de Barbecue de s'emparer de la présidence haïtienne qui subit plusieurs assauts durant quasiment tout le mois de mars. Entretemps, la violence fait rage dans la région métropolitaine de la capitale, les attaques contre les Commissariats de police et d'autres institutions républicaines n'ont pas cessé depuis ce 29 février qui signe la fin du mandat du Premier ministre Ariel Henry. Placé au secret dans une base militaire US quelque part à Porto Rico sous la surveillance des agents du FBI dans un premier temps, ensuite des hommes du Secret service, rongeant son pouce après s'être fait vider de tout son pouvoir de la sorte, Ariel Henry qui se croyait l'homme fort d'Haïti a fini par comprendre qu'il n'était, en vérité, que le dindon de la farce.

Un pion dans la main des Etats-Unis qui se sont servis de lui pour arriver à leur fin : réoccuper militairement Haïti à moindre frais à la demande des élites politiques et économiques haïtiennes sans pour autant se mettre en avant comme ce fut le cas il y a 110 ans. En effet, une fois rassuré qu'il n'y a aucune chance pour que Ariel Henry retrouve ses bureaux à la

*suite à la page(16)*

# How Canada Funded a "Human Rights" Group to Help Topple Aristide



**Pierre Espérance, director of the RNDDH, played a key role in destabilizing Jean-Bertrand Aristide's democratically elected government.**

by Travis Ross

*(The second of two parts)*

Documents obtained by *The Canada Files* reveal that a Haitian "human rights" NGO had two reports, which it used to target political opponents, funded indirectly by the Canadian government through the NGO *Avocats sans Frontières Canada* (ASFC).

The *National Human Rights Defense Network* (RNDDH) receives an undisclosed amount of funding under the ASFC "Access to Justice and Fight Against Impunity in Haiti" (AJULIH) project for "advocacy activities." This author previously explained the corruption of RNDDH and its director, Pierre Espérance.

In 2004, the Canadian government funded the RNDDH (then NCHR-Haiti) as part of a broader effort to ensure the criminalization and violent repression of Lavalas leaders and supporters. The RNDDH played a key role in destabilizing Jean-Bertrand Aristide's democratically elected government by fabricating allegations of human rights abuses about Lavalas leaders and members before and after the 2004 coup d'etat. The RNDDH also gets funding from the National Endowment for Democracy (NED), described by its co-founder Allan Weinstein as doing "a lot of what …was done covertly 25 years ago by the CIA."

Subsequent allegations and reports further reinforce the view that Espérance and the RNDDH are a political organization - with the facade of a human rights group - which uses their platform and funding to target and persecute political opponents.

**ASFC funds RNDDH reports that target Pierre Espérance's political opponents**

ASFC funded two RNDDH reports as part of the AJILUH project. Global Affairs Canada confirmed it knew that the RNDDH got funding from their project when asked for comment.

Both reports contain a disclaimer: "This document was produced within the framework of the project 'Access to justice and fight against impunity Haiti' implemented by Avocats sans frontières Canada (ASFC) and its partners. The content of this document is the sole responsibility of the RNDDH and does not necessarily reflect ASFC's points of view."

The two reports, translated to English, are titled "Attacks on deprived neighborhoods: The RNDDH demands the end of the protection of armed gangs by the authorities in power" and "The reign of Prime Minister Ariel HENRY Or The fury of armed gangs".

Both reports repeat RNDDH allegations that Jimmy Cherizier is a "gang leader" beholden to Haiti's president Jovenel Moïse and, after he was assassinated, de-facto Prime Minister Ariel Henry, both members of the Haitian Tèt Kale Party (PHTK).

The first report is 25 pages long. Cherizier's name appears 52 times. The report focuses on the alleged crimes of Cherizier's G-9 coalition and ignores alleged crimes by other gangs. The G-9 alliance regularly battled the criminal gangs, including, at the time, 400 Mawazo and Izo's 5 Second gang, which are omitted from the report.

Gangs opposing the G-9 alliance are responsible for virtually all the incidents of kidnapping and rape in Port-au-Prince.

Espérance must have been getting nervous. The first report was published Jun. 23, 2020. The day before, Haitian media began reporting on Cherizier's successful negotiations with several gangs in Port-au-Prince for a cease-fire. Cherizier had united his neighborhood defense group (or vigilance brigade) with others in Port-au-Prince. He also claims to have successfully convinced some criminal gang leaders to cease illegal activity that harmed local residents and, instead, defend them against criminal gangs.

The coalition was named Revolutionary Forces of the G9 Family and Allies, AKA G9 or FRG9.

In July 2020, in response to the G9, the criminal gangs quickly made a federation known as "G-Pép." These gangs often function as paramilitary forces for Haitian oligarchs and politicians. Ti Gabriel of the Cité Soleil gang, for example, had the support of Haitian oligarch Reginald Boulos, who, in turn, supported PM Henry's political accord.

The first report alleges that Cherizier is "a powerful man, feared by the private business sector, the armed arm of President Jovenel Moïse."

Conversely, while speaking about his public demand that Moïse step down, Cherizier said the G9 wanted him to "leave the country," and he praised leaders such as Aristide and *Platfòm Pitit Desalin* leader Moïse Jean-Charles.

"The G-9 is not working for the regime, and the G-9 was not created by and is not working for the opposition," Cherizier said. "It was created to never again have robberies, rapes, and kidnapping in our neighborhoods… but also for the ghettos to get their due,



**Horrific photographs of bodies rotting in piles of garbage circulated on social media following the violence that took place on Nov. 13, 2018, contributing to the "massacre" narrative promoted by the RNDDH.**

schools, clinics, hospitals, services, running water, infrastructure, and all the security which the rich neighborhoods get."

The second report funded by ASFC was published on May 3, 2023. In this report, the RNDDH alleges that Cherizier and the G-9 coalition had deliberately committed acts of violence to justify a foreign intervention.

The report alleges that a gun battle in Bel-Air that occurred between Feb. 28 to Mar. 5, 2023 was "purely and simply political" and that "the authorities in place" decided to "use their armed gangs members of the coalition led by Jimmy Cherizier" to amplify the "perception of violence in Haiti and to encourage the international community to follow up on the requested military intervention." No evidence is presented for these assertions in the report.

Contradicting the RNDDH's allegations, Cherizier told a press conference on Aug. 16, 2023 that a foreign intervention force would be met with armed resistance if it did not immediately, upon entering Haiti, arrest Henry, corrupt oligarchs, and corrupt politicians who flood poor neighborhoods with guns. He also emphasized the disastrous consequences of the last foreign intervention in Haiti led by MINUSTAH.

**Espérance and the RNDDH weaponize human rights reports against opponents, again**

The first ASFC-funded RNDDH report repeats allegations made against Cherizier in a Dec. 1, 2018 RNDDH report entitled "The events in La Saline: from power struggle between armed gangs to State-sanctioned massacre."

The first part of the title is corroborated by locals in La Saline at the time. The attacks that occurred in La Saline on Nov. 13, 2018 involved one gang, Nan Chabon, invading the territory of another gang, Projet Lasaline, for control of a local market. This brutal gang attack resulted in at least 23 murdered civilians.

The RNDDH also alleges that Cherizier participated in the attacks as part of a "state sanctioned massacre" of civilians in a neighborhood traditionally supportive of the Fanmi Lavalas political party.

In early November 2018, Jimmy Cherizier was a largely unknown figure in Haiti. According to Cherizier, he had formed a neighborhood defense group with other Haitian National Police (PNH) officers. The group had been formed to expel a criminal gang that had taken residence in lower Delmas. Cherizier had not yet announced the G-9 or attracted the attention of Haitian or international media.

In episode one of Dan Cohen and Kim Ives' documentary, *Another Vision*, Cherizier alleges that Espérance offered to remove his name from the RNDDH's upcoming report on the attacks in La Saline if he assassinated Marie-Yolène Gilles. Cherizier refused. Gilles, a former program director for RNDDH, had left the organization, accusing its director, Pierre Espérance, of corruption. She formed a competing human rights organization named the Open Eyes Foundation (FJKL) with lawyer and politician Samuel Madistin.

Cherizier was first targeted by the FJKL in a rushed report released three days after the attacks in La Saline. An analysis of this report is available in "Another Vision" and "The Open Eyes Foundation (FJKL) Is Not a Credible Human Rights Group," an article I wrote last year. It is significant that Madistin is a legal representative for Reginald Boulos, who openly supported Ti Gabriel, the head of the Nan Brooklyn gang and the G-Pèp armed group alliance. The RNDDH also hired Madistin in 2004 by the RNDDH to represent the "victims" of the fabricated La Scierie massacre.

Espérance adopted the framing of the attacks in La Saline as a "state sanctioned massacre" alleged in the rushed FJKL report, despite a lack of evidence. Similar to Espérance's efforts to tie an alleged massacre of civilians to Aristide and Fanmi Lavalas (FL) in 2004, the RNDDH's La Saline report frames the civilian death toll as a result of a planned attack by the PHTK.

Roger Millien, an elected FL deputy, first alleged that the La Saline attacks were politically motivated and planned by PHTK politicians to target FL supporters. FL published a press release on Nov. 15, 2018, less than 48 hours after the attacks. This FL press release preceded any report or investigation. The press release "strongly condemns the massacre that the Jovenel and Céant regime conducted in La Saline," explicitly blaming Jovenel Moïse for orchestrating the massacre.

Millien claimed to know about an alleged planning meeting for the attacks in La Saline attended by Cherizier, Nan Chabon's leader, Ti Junior, and PHTK members. These allegations appear in the RNDDH report. He seems to be the sole source for this allegation.

Millien never offered an explanation on how he could know the details of a planning meeting he did not attend. Nor did he explain why he didn't warn the residents of La Saline of the impending attack. According to a Jun. 21, 2019 UN report on the attacks in La Saline, the members of the Projet La Saline gang fled La Saline before Nan Chabon's attack, indicating they may have been forewarned.

Both the FJKL and RNDDH reports acknowledge that Millien had a close relationship with the local gang, Projet La Saline. In an interview with *Le Nouvelliste*, Millien admits to knowing the leader at the time, Bout JanJan. Indeed, Millien drove an injured Bout JanJan and other gang members to the hospital after an attempted assassination in early November, he told *Le Nouvelliste,* in accordance with "international conventions" to "provide assistance to injured people even in times of war."

Millien's relationship with a local gang was not an uncommon feature of FL's elected deputy MPs following the 2017 election.

Printemps Bélizaire, another elected FL deputy, was summoned for questioning in connection to the 2018 murder of journalist Vladimir Legagneur. He responded by claiming that he had a diplomatic engagement in Canada and couldn't attend. It seems that he stayed there until the summons order expired. Bélizaire never testified.

Politician Joseph Lambert, a senator at the time, accused Bélizaire of helping gang leader Arnel Joseph avoid arrest. This accusation came three days after the RNDDH report on the attacks in La Saline explicitly blamed the PHTK government for orchestrating the events in La Saline.

Coincidentally, Bélizaire was officially summoned to answer questions about Legagneur's murder was on Dec. 1, 2018, the day on which the RNDDH's La Saline report was published.

Bélizaire also made headlines in June 2019 in Haiti when he was recorded saying in parliament that he "burn[ed] down police stations and murder[s] people with machetes."

**Did the RNDDH politicize a clash between two armed groups?**

The RNDDH's allegations that the Nov. 13, 2018 attacks in La Saline were politically motivated are contested by many residents.

Several locals believed the violence was strictly a result of gang warfare over control of the local market. Dozens of displaced Haitians who escaped Nan Chabon's violence settled in Place d'Italy. They were interviewed by Berrick Estiodore for Kapzy News.



**Marie Yolène Gilles and Samuel Madistin, the two heads of the RNDDH's rival, FJKL.**

The leadership of the camp denied the violence was political. Matyas Jean Norger, secretary of the Place d'Italy committee, said the gang violence was for "control" of the Croix-des-Bossales market.

Jean Renaud Félix, the director of the Croix-des-Bossales market at the time of the attacks, also believes the La Saline attacks were not politically motivated. He was interviewed in the documentary "Another Vision" and described the attacks as a clash between "two armed groups locking horns on the same block."

Raphael Louigène, a social worker at Fondation St. Luc, a Catholic charity that works in Port-au-Prince's poorest neighborhoods, told the Associated Press that the attacks "appeared to result from a fight over the right to extort marketplace merchants after one gang pushed out another."

The RNDDH report on La Saline does acknowledge that some residents believe the attacks were part of an ongoing inter-gang war to control the local market, it nonetheless concludes that the attacks are a "result of the co-existence and cooperation between governmental authorities and armed gangs."

The campaign to frame the attacks in La Saline as strictly political was successful. Mainstream western media, as well as virtually every outlet on the left covering Haiti at the time, repeated the allegations that the attacks in La Saline were politically motivated. FJKL and RNDDH reports on La Saline were often the basis for the allegations.

Notably, *The Center for Analysis and Research on Human Rights* (CARDH), one of Haiti's most prominent human rights groups, produced a report on the La Saline violence that did not suggest it was politically motivated. The CARDH report didn't mention Jimmy Cherizier either. It mentions a relationship between a PHTK politician and Nan Chabon, but blames

*suite à la page(16)*

# L'AXE DE LA RÉSISTANCE DU SAHEL




**Le nouveau président sénégalais Bassirou Diomaye Faye**

Par Pepe Escobar

Le Sahel africain se révolte contre le néocolonialisme occidental en éjectant les troupes et les bases étrangères, en concevant des monnaies alternatives et en défiant les anciennes multinationales. Après tout, la multipolarité ne peut fleurir sans que des résistances ne pavent son chemin.

L'émergence d'Axes de Résistance dans diverses géographies est un sous-produit inextricable du long et sinueux processus qui nous mène vers un monde multipolaire. Ces deux choses – la résistance à l'hégémon et l'émergence de la multipolarité – sont absolument complémentaires.

L'Axe de la Résistance au Moyen-Orient – à travers les États arabes et musulmans – a désormais pour sœur l'Axe de la Résistance qui couvre le Sahel en Afrique, d'ouest en est, du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso et du Niger au Tchad, au Soudan et à l'Érythrée.

Contrairement au Niger, où le changement de pouvoir contre le néocolonialisme a été associé à un coup d'État militaire, au Sénégal, le changement de pouvoir vient directement des urnes.

Le Sénégal est entré dans une nouvelle ère avec la victoire écrasante de Bassirou Diomaye Faye, 44 ans, lors des élections nationales du 24 mars. Ancien inspecteur des impôts qui venait de passer quinze jours en prison, Bassirou Diomaye Faye a émergé avec le profil d'un leader panafricain outsider pour renverser la «démocratie la plus stable d'Afrique», dirigée par le président sortant Macky Sall, marionnette de la France.

Le président sénégalais rejoint Ibrahim Traore, 36 ans, au Burkina Faso, Aby Ahmed, 46 ans, en Éthiopie, Andry Rajoelina, 48 ans, à Madagascar, ainsi que la future superstar Julius Malema, 44 ans, en Afrique du Sud, en tant que membre de la nouvelle et jeune génération panafricaine axée sur la souveraineté. Dans son programme électoral, Faye s'est engagé à réclamer la souveraineté du Sénégal pas moins de dix-huit fois.

La géoéconomie est la clé de ces changements. Alors que le Sénégal devient un important producteur de pétrole et de gaz, Faye s'efforcera de renégocier les contrats miniers et énergétiques, notamment les plus importants conclus avec British Petroleum (BP) et l'exploitant britannique de mines d'or, Endeavor Mining.

Plus important encore, il prévoit d'abandonner le franc CFA – le système monétaire contrôlé par la France et utilisé dans 14 États africains – et même de créer une nouvelle monnaie dans le cadre de la refonte des relations avec la France, puissance néocoloniale et premier partenaire commercial du Sénégal. Faye, se faisant l'écho du camarade Xi Jinping, souhaite un partenariat «gagnant-gagnant».

**L'entrée en scène de l'Alliance des États du Sahel**

Faye n'a pas encore dit clairement s'il avait l'intention de chasser les militaires français du Sénégal. Si cela devait se produire, le coup porté à Paris serait sans précédent, car le Petit Roi Emmanuel Macron, en difficulté, et l'establishment français considèrent le Sénégal comme un acteur clé lorsqu'il s'agit de bloquer le Niger, le Mali et le Burkina Faso, pays enclavés, qui ont déjà laissé Paris dans la poussière (du Sahel).

Ces trois derniers États, qui viennent de former l'Alliance des États du Sahel (AES), sont non seulement un cauchemar pour Paris après des humiliations en série, mais aussi un casse-tête pour les États-Unis, comme en témoigne la rupture spectaculaire de la coopération militaire entre Washington et Niamey, la capitale nigérienne.

**Le coupable, selon l'État profond américain, est bien sûr le président russe Vladimir Poutine.**

De toute évidence, personne dans le Beltway américain n'a prêté l'attention nécessaire à la rafale diplomatique Russie-Afrique depuis l'année dernière, impliquant tous les acteurs clés du Sahel jusqu'aux nouveaux membres africains des BRICS, l'Égypte et l'Éthiopie.

Alors qu'il considérait auparavant le Niger comme un allié solide au Sahel, Washington est aujourd'hui contraint de présenter un calendrier pour le retrait de ses troupes du Niger, après l'annulation d'un accord de coopération militaire. Le Pentagone ne peut plus être impliqué dans la formation militaire sur le territoire nigérien.

Il existe deux bases clés – à Agadez et à Niamey – pour lesquelles le Pentagone a dépensé plus de 150 millions de dollars. Niamey n'a été achevée qu'en 2019 et est gérée par le commandement africain de l'armée américaine, l'AFRICOM.

Les objectifs opérationnels sont, comme on peut s'y attendre, entourés de mystère. La base de Niamey est essentiellement un centre de renseignement, qui traite les données collectées par les drones MQ-9 Reaper. L'US Air Force utilise également l'aérodrome de Dirkou comme base pour ses opérations au Sahel.

Les choses deviennent alors vraiment passionnantes, car la présence d'une base de drones de facto de la CIA à Dirkou, gérée par une poignée d'agents, n'est même pas reconnue. Cette base obscure permet de collecter des renseignements partout en Afrique centrale, de l'ouest au nord. Il s'agit d'un autre exemple classique de l'ancien directeur de la CIA Mike Pompeo : «Nous Mentons, Nous Trichons, Nous Volons».

Il y a environ 1000 soldats américains au Niger qui pourraient bientôt être éjectés. Les Américains tentent par tous les moyens d'endiguer l'hémorragie. Ce mois-ci encore, la sous-secrétaire d'État américaine chargée de l'Afrique, Molly Phee, s'est rendue à deux reprises au Niger. En perdant ses bases au Niger, Washington suivra Paris et perdra le contrôle du Sahel, le Niger se rapprochant de la Russie et de l'Iran.

Ces bases ne sont pas essentielles pour exercer une surveillance sur Bab el-Mandeb ; il s'agit avant tout du Sahel, avec des drones opérant à leur limite et violant tous les espaces aériens souverains en vue.

D'ailleurs, une importante délégation de Niamey s'est rendue à Moscou en janvier. La semaine dernière, Poutine a discuté de la coopération en matière de sécurité lors d'appels téléphoniques avec le président intérimaire du Mali, Assimi Goita, et le président de la junte militaire du Niger, Abdourahmane Tchiani, avant de s'entretenir avec le président de la République du Congo, Denis Nguesso.

**Côte d'Ivoire : Le retournement de l'Empire**

Les régimes fantoches pro-occidentaux s'effritent rapidement sur l'ensemble du continent africain. L'Alliance des États du Sahel – Mali, Burkina Faso et Niger – est peut-être l'avant-garde d'un Axe de Résistance africain, mais il y a plus, sous la forme de l'Afrique du Sud, de l'Éthiopie et de l'Égypte en tant que membres à part entière des BRICS – sans parler des candidats sérieux pour la prochaine vague des BRICS+, tels que l'Algérie et le Nigeria.

La Russie, sur le plan diplomatique, et la Chine, sur le plan commercial, ainsi que tout le poids du partenariat stratégique Russie-Chine, se concentrent clairement sur le long terme – en comptant sur l'Afrique dans son ensemble comme un acteur multipolaire clé. La conférence multipolaire qui s'est tenue le mois dernier à Moscou, et dont le charismatique leader panafricain, le Béninois Kemi Seba, était l'une des vedettes, en a apporté une nouvelle fois la preuve.

Les cercles diplomatiques pan-eurasiens se permettent même de plaisanter sur les récentes crises de nerfs du Petit Roi à Paris. L'humiliation totale de la France au Sahel est probablement l'un des moteurs des menaces de Macron d'envoyer des troupes françaises en Ukraine – qui seraient transformées en steak tartare par les Russes en un temps record – et de son empressement à soutenir les cascades russophobes actuelles de l'Arménie.

Historiquement, le fait est que les Africains considéraient l'ex-URSS comme beaucoup plus souple et même solidaire lorsqu'il s'agissait de siphonner les ressources naturelles ; cette bonne volonté a maintenant été transférée à la Chine.

En tant que plateforme d'intégration régionale, l'Alliance des États du Sahel a tout ce qu'il faut pour changer la donne. Le Sénégal de Faye pourrait éventuellement la rejoindre, mais la Guinée offre déjà la capacité géographique de fournir à l'alliance un accès maritime crédible. Cela conduira à l'extinction progressive de la CEDEAO, contrôlée par l'Occident et basée au Nigeria.



**De gauche à droite : Assimi Goïta de Mali, Abdourahamane Tiani de Niger et Ibrahim Traore de Burkina Faso**

Cependant, il ne faut jamais négliger les puissants tentacules de l'Hégémon. Le plan directeur du Pentagone n'implique pas l'abandon de l'Afrique à une sphère d'influence multipolaire Russie-Chine-Iran. Pourtant, personne dans l'Axe de Résistance du Sahel ne croit plus à la carte de la «menace terroriste» des États-Unis. Il n'y avait pratiquement pas de terreur en Afrique jusqu'en 2011, lorsque l'OTAN a transformé la Libye en un champ de ruines, puis a mis des bottes sur le terrain et a érigé des bases militaires sur tout le continent.

Jusqu'à présent, l'Alliance des États du Sahel remporte haut la main la guerre de l'information axée sur la souveraineté. Mais il ne fait aucun doute que l'Empire ripostera. Après tout, tout ce jeu est lié à la paranoïa suprême du Beltway, qui craint que la Russie ne prenne le contrôle du Sahel et de l'Afrique centrale.

La Côte d'Ivoire entre en jeu, maintenant que le Sénégal pourrait commencer à flirter avec l'Alliance des États du Sahel.

La Côte d'Ivoire est plus stratégique pour Washington que le Tchad, par exemple, car le territoire ivoirien est très proche de l'alliance du Sahel. Cependant, le Tchad a déjà recalibré sa politique étrangère, qui n'est plus contrôlée par l'Occident et qui met l'accent sur le rapprochement avec Moscou.

Que réserve l'avenir à l'Empire ? Peut-être des drones américains «anti-terroristes» partagés avec Paris sur la base française en Côte d'Ivoire pour garder l'alliance du Sahel sous contrôle. C'est le coq gaulois humilié qui embrasse l'Hégémon en Afrique de l'Ouest sans même recevoir les miettes d'un croissant rassis.

**The Cradle 1er Avril 2024**

# Growing with each generation.

Sunday Dinner is more than just a weekly meal. It's a timeless tradition that strengthens culture, family, and love as it's passed down from one generation to the next.

Watch a story that shows just how meaningful this one meal can be.
**publix.com/SundayDinner**



# Une fois de plus, Washington s'immisce dans les élections d'un autre pays



**Le président vénézuélien Nicolas Maduro salue ses partisans alors qu'il se rend avec son épouse Cilia Flores à la Commission électorale nationale (CNE) pour officialiser sa candidature à une nouvelle élection présidentielle à Caracas, au Venezuela, le lundi 25 mars 2024. Photo : Matias Delacroix/AP.**

Par María Páez Victor

*"La folie, c'est de faire la même chose encore et encore et de s'attendre à des résultats différents."*

**Albert Einstein**

Les États-Unis sont coincés dans la folie récurrente d'essayer de dicter la vie politique du Venezuela, y compris en essayant de discréditer leurs élections. Ils ne parviennent pas à comprendre que le Venezuela est une nation souveraine, qu'il organise des élections fréquentes, libres et équitables et qu'il ne cédera pas au chantage politique, même face à des sanctions illégales paralysantes.

Depuis 22 ans, la politique étrangère des États-Unis vise à déstabiliser et à renverser ouvertement (sous l'euphémisme de "changement de régime") le gouvernement légitime du Venezuela. Le fait que le Venezuela ait toujours été disposé à leur vendre du pétrole et à donner aux compagnies pétrolières américaines une participation à sa production n'a pas suffi aux États-Unis. Non, Washington veut contrôler et posséder l'immense réserve de pétrole vénézuélienne. Ils ont soutenu, financièrement et autrement, des coups d'État, des invasions de mercenaires, d'horribles violences de rue, des tentatives d'assassinat, des attaques de drones, des cyber-attaques, des pots-de-vin, des sabotages et des sanctions économiques mortelles - qui n'ont pas réussi à faire tomber les gouvernements toujours populaires dirigés par Hugo Chávez et maintenant Nicolás Maduro. Quelle lenteur d'apprentissage pour Washington !

Pour saper la présidence de Maduro, en 2019, Washington a imaginé de promouvoir un obscur politicien comme président alternatif du Venezuela, Juan Guaido. Ce projet a échoué lamentablement. Aujourd'hui, ils ont imaginé un complot visant à créer un leader alternatif de l'opposition pour le Venezuela. Cette fois, ils ont choisi une femme politique très connue, Maria Corina Machado : tristement célèbre pour son implication dans des tentatives de coup d'État et des actes de violence publique, pour avoir demandé davantage de sanctions illégales contre le Venezuela et même - halte!- pour avoir préconisé une intervention militaire des États-Unis au Venezuela.

La folie la plus scandaleuse a été la prise de position d'un insignifiant faire-valoir, Guaido, en tant que prétendu "vrai" président du pays, sans élection présidentielle ni soutien populaire. Il était l'empereur sans vêtements, un président sans pouvoir, à la suite de notre nation, mais il a été courtisé par ceux qui voulaient nier la légitimité du gouvernement du Venezuela et de son véritable président, Nicolás Maduro. Cette présidence imaginaire aurait été drôle si elle n'avait pas été tragique, car des millions de dollars - des biens vénézuéliens - ont été donnés par les États-Unis et leurs alliés à cet individu et à sa bande qui prônaient des sanctions économiques contre leur propre pays. Ils se sont avérés n'être que des criminels puisque les fonds ont fini dans leurs poches, gaspillés dans des "invasions" mal conçues, voire farfelues, dans la drogue, dans des orgies et dans l'argent de la protection des gangs de narcotrafiquants. On peut les décrire avec justesse comme des voleurs internationaux qui ont trompé l'Oncle Sam. Mais l'empereur ne peut pas admettre qu'il n'a pas de vêtements.

La "nouvelle" mais ancienne stratégie américaine consiste à provoquer autant de conflits que possible dans le processus électoral vénézuélien, excellent et bien géré, que l'ancien président américain Jimmy Carter considérait ainsi : "Je dirais que le processus électoral au Venezuela est excellent et bien géré : Je dirais que le processus électoral au Venezuela est le meilleur au monde. [1] Washington cherche à discréditer les prochaines élections du 28 juillet en faisant la promotion d'un leader de l'opposition totalement frauduleux. Ils ont sorti le vieux laquais fiable, Machado, qui a soutenu avec enthousiasme le ridicule Guaido. Cela fait 22 ans qu'elle fait le tour de la question, qu'elle crache de la haine et qu'elle n'a pas d'autre politique qu'un mantra : "Débarrassez-vous de Chávez", et aujourd'hui "Débarrassez-vous de Maduro".

Cependant, en 2015, Machado a été disqualifié pour 15 ans, pour corruption et pour avoir représenté un pays étranger (le Panama) alors qu'il était député au Parlement, ce que la Constitution interdit. Cette déchéance a été ratifiée par la plus haute juridiction, le TSJ, la Cour suprême du Venezuela.

Étant donné l'impossibilité pour Machado de remporter une quelconque élection, son rôle spécifié par Washington est de créer le chaos. C'est ce qu'elle a fait en organisant de fausses "primaires" auxquelles elle a interdit la participation d'autres leaders crédibles de l'opposition, sans observateurs, en installant certains bureaux de vote dans des maisons privées et en brûlant tous les bulletins de vote, qui n'ont été certifiés par aucune entité indépendante. Machado a affirmé que 2 millions de personnes avaient voté, ce qui est totalement invérifiable et franchement incroyable. Cette mascarade lui a suffi pour déclarer aux médias du monde entier qu'elle était désormais le "leader" de l'opposition vénézuélienne, et elle a même menacé le gouvernement vénézuélien de nouvelles sanctions s'il ne suspendait pas sa disqualification. Ces propos ont suscité beaucoup de dédain et de ressentiment parmi la douzaine de partis d'opposition authentiques du pays. Machado n'est leader que dans son propre esprit.

Cette femme issue de l'élite raciste, fasciste et corrompue du pays n'a pas réussi, depuis 22 ans, à obtenir un soutien populaire substantiel lors des élections auxquelles elle a participé. Dans d'autres pays, Machado serait derrière les barreaux pour s'être publiquement rangée du côté des coups d'État menés par les États-Unis et pour avoir ouvertement demandé à ces derniers d'envahir le Venezuela. Machado a signé le décret de 2002 qui a violemment kidnappé le président Chavez pendant 48 heures et annulé la Constitution. Machado a soutenu les violences de rue de 2014 qui ont fait 43 morts et a appelé les gens à boycotter les élections au lieu d'exercer leurs droits démocratiques. Étonnamment, elle a demandé davantage de sanctions à l'encontre du Venezuela ! Sur le plan social, elle est assez mal aimée pour son narcissisme outrancier, même parmi les personnes qui ne sont pas des amis du gouvernement.

La popularité de Machado a encore été ébranlée par l'arrestation de membres du cercle restreint de son parti, impliqués dans un complot très récent visant à renverser violemment le gouvernement, qu'ils ont appelé l'opération "Bracelet blanc". Ce complot prévoyait l'assassinat du président. Cela jette une ombre sur l'avenir politique de Machado si suffisamment de preuves directes émergent quant à sa direction de ce complot. Il ne fait aucun doute qu'elle prépare déjà la "déclaration de victime" qu'elle présentera aux médias du monde entier et dans laquelle elle dénoncera le "despotisme" du gouvernement.

Cette soi-disant chef de l'opposition n'a aucun soutien populaire ; les gens ne voteront pas pour quelqu'un qui a soutenu les sanctions ignobles qui ont tellement diminué leur qualité de vie. Les États-Unis ont pris 929 sanctions illégales contre le Venezuela, qui ont porté un coup dévastateur à son économie. Les États-Unis ont volé la compagnie pétrolière vénézuélienne CITGO et les fonds vénézuéliens détenus aux États-Unis et dans d'autres banques étrangères, d'une valeur de 24 milliards de dollars, ont été saisis. Les sanctions ont entraîné des pertes de 232 milliards de dollars dans l'industrie pétrolière. Le Venezuela a été empêché de vendre son pétrole, d'effectuer des transactions financières internationales et n'a pas pu acheter de nourriture ou de médicaments. L'État a perdu 90 % de ses revenus. Les sanctions illégales ont été responsables de la mort d'au moins 100 000 personnes au Venezuela, principalement en raison de l'impossibilité d'acheter des médicaments et du matériel médical[2]. Et pourtant, Machado souhaitait davantage de sanctions pour le peuple vénézuélien.

Lorsque la réalité constitutionnelle l'a finalement frappée de plein fouet et qu'elle s'est rendu compte qu'elle ne pouvait vraiment pas se présenter aux élections, Machado a proposé une remplaçante : une parfaite inconnue politique, une universitaire retraitée de 80 ans dont le seul avantage était de s'appeler Corina. Ils n'ont cependant pas respecté la date d'inscription mais, de toute façon, il était douteux que cette personne soit éligible en raison de sa double nationalité avec l'Uruguay. La constitution vénézuélienne interdit catégoriquement à toute personne ayant une double nationalité de se présenter à la présidence[3]. En raison de l'arrogance de Machado, elle n'a pas voulu "jouer le jeu" avec les dirigeants des autres partis d'opposition. Elle a refusé d'accepter un autre leader comme candidat unique pour unifier l'opposition contre la candidature du président Maduro. L'opposition se rendra donc aux urnes fragmentée à cause d'elle.

Washington est pris dans un cercle vicieux, échouant mais incapable d'admettre son échec parce qu'à l'origine de cet échec se trouve la doctrine Monroe, vieille de plusieurs siècles, qui continue d'empoisonner les relations entre Washington et l'Amérique latine. Il s'agit d'une déclaration de guerre, d'un témoignage de l'attitude raciste de la nation du Nord à l'égard de ses voisins du Sud. À long terme, cependant, tout respect auquel les États-Unis auraient pu aspirer se retrouve dans le caniveau du dédain latino-américain. Aujourd'hui, lorsque des nations comme le Venezuela s'opposent à Washington et refusent d'accepter sa tutelle et le pillage de ses ressources, Washington devient un ennemi encore plus dangereux, car il peut s'appuyer davantage sur la puissance militaire. Il est désormais évident que le principal instrument de la diplomatie américaine dans la région n'est pas le département d'État, mais le US Southern Command.

Les États-Unis convoitent le pétrole, le gaz et l'or du Venezuela et méprisent son indépendance, mais ils ne peuvent plus envoyer leurs canonnières à volonté pour intimider le pays. Le Venezuela n'est pas seul et n'est pas impuissant. Il a le pouvoir de son propre peuple, déterminé et uni, et la solidarité internationale de pays - également sanctionnés - tels que la Russie, la Chine et l'Iran, ainsi que les nombreux pays non alignés de la région et du monde qui ne sont pas aveugles face au despotisme de Washington.

Des sondages récents indiquent que Nicolás Maduro a une nette avance et qu'il remportera très probablement les élections présidentielles[4]. [Il est difficile de battre un dirigeant qui a réussi à guider son pays à travers une pandémie mondiale effrayante, à trouver des moyens de contourner les sanctions économiques, à sortir l'économie de l'hyperinflation et à porter la croissance économique à un niveau estimé à 8 %[6] Maduro a réussi à rendre le Venezuela autosuffisant sur le plan alimentaire, 98 % des denrées alimentaires étant produites dans le pays. Mais surtout, Maduro a fait face aux viles attaques américaines et a défendu son peuple avec courage et espoir. Maduro n'a pas d'égal dans cette compétition.

Pendant ce temps, les politiciens américains accusent la Russie et la Chine - avec peu ou pas de preuves - de s'immiscer dans leurs propres élections "sacrées". Hypocritement, Washington veut être le juge des élections vénézuéliennes, alors qu'il est lui-même impliqué dans le désordre électoral le plus effroyable, la saleté politique et la manipulation. Les élections américaines sont une honte pour tout pays moderne qui se considère comme une démocratie. Pourtant, ils croient qu'ils peuvent impunément dicter les élections et la vie politique des Vénézuéliens.

En fin de compte, peu importe que Washington continue à dénigrer les prochaines élections présidentielles du Venezuela. Seuls les votes et les voix des Vénézuéliens comptent. Douze dirigeants de l'opposition se sont dûment inscrits pour se présenter aux élections. Il s'agit de véritables hommes politiques qui acceptent les règles de la démocratie, qui ont de bonnes chances d'obtenir des voix et qui croient que le processus électoral sera libre et équitable. Le Venezuela aura des élections libres et équitables, quoi qu'en disent ceux qui prétendent le contraire. Mais Nicolás Maduro est un gagnant certain.

Il y a des années, la célèbre historienne américaine Barbara Tuchman a expliqué comment les nations puissantes, agissant en dépit du bon sens, prennent souvent des décisions fatidiques qui ne correspondent pas à leurs véritables intérêts. Ivres de pouvoir, ne tenant compte d'aucune autre voix que la leur, elles refusent obstinément de corriger leurs erreurs, croyant en l'invincibilité de leur pouvoir et de leur statut. L'histoire prouve que cet orgueil démesuré mène au désastre[7]. [Washington court à son propre désastre : il se parle à lui-même et à ses laquais dans des scénarios imaginaires. Ses efforts pour renverser le gouvernement vénézuélien continueront à éroder sa position internationale ainsi que le droit international. Si l'on en croit les coups de sabre peu recommandables du commandement sud des États-Unis, l'idée qu'ils pourraient être assez fous pour tenter une invasion militaire vient à l'esprit. Si tel est le cas, il s'agirait d'une invasion à la Pyrrhus, semblable à celle du Viêt Nam. Par le passé, le Venezuela a héroïquement vaincu un puissant empire. Il pourrait le faire à nouveau.

**Orinoco Tribune**
**Traduction Bernard Tornare**
**2 Avril 2024**

*María Páez Victor, Docteur en philosophie, est une sociologue d'origine vénézuélienne qui vit au Canada.

Notes :

[1] Jimmy Carter, ancien président des États-Unis, The Real News, 9 octobre 2012 ; également cité par M. Weisbrot le 30 octobre 2012 dans The Guardian, Royaume-Uni

[2] Resumen Latinoamericano, « Venezuela. La estela de la Muerte y destruccion que dejan las sanciones », 18 juin 2023, cite les conteurs des droits de l'homme de l'ONU Alfred de Zayas et Alena Douhan, qui ont tous deux dénoncé les sanctions vénézuéliennes comme des crimes contre l'humanité.

[3] L'article 227 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela stipule clairement que « para ser elegido o para ser elegida Presidente o Presidenta de la República, se requiere ser venezolano o venezolana por nacimiento, no poseer otra nacionalidad .. » être Pour être élu président de la République, il faut être vénézuélien de naissance et n'avoir aucune autre nationalité… »

[4] Rapport du sondage Hinterlaces du 8 mars 2024, rapporté par Orinoco Tribune, 9 mars 2024, « Les Vénézuéliens soutiennent massivement le chavisme lors des élections présidentielles à venir : sondage Hinterlaces ».

[5] Rapport annuel d'évaluation des menaces de la CIA, 12 mars 2024 : https://www.telesurtv.net/news/informe-agencia-eeuu-afirma-presidente-nicolas-maduro-volvera-ganar-elecciones-20240312-0031.html

[6] Nicolás Maduro, dans son rapport annuel à l'Assemblée nationale, a rapporté dans Barrons : https://www.barrons.com/news/spanish/maduro-asegura-que-venezuela-crecio-5-en-2023-por -encima-de-estimaciones-privadas-695bae20

[7] Barbara Tuchman, « La marche de la folie », Random House, 1984

# Les derniers mots écrits par Malcolm X concernaient le sionisme


Malcolm X

Par Ali Hammoud*

*Pour Malcolm X, le sionisme était inextricablement lié au colonialisme européen au sens large. Dans un passage peu connu écrit juste avant son assassinat, il a clairement indiqué qu'il considérait le sionisme comme une menace non seulement pour la Palestine, mais aussi pour l'ensemble du tiers-monde.*

Le génocide en cours à Gaza, associé au récent anniversaire du martyre de Malcolm X, a suscité l'intérêt pour ce que le célèbre activiste pensait et écrivait sur la Palestine. Mais le lecteur de l'Autobiographie de Malcolm X n'apprendrait pas grand-chose ; en effet, il n'y a aucune mention du voyage de Malcolm à Gaza en 1964, ni de son article cinglant intitulé « Zionist Logic » (la logique sioniste). Même les biographies acclamées de Malcolm X, telles que The Dead Are Arising de Les Payne et A Life of Reinvention de Manning Marable, ignorent ou passent sous silence les détails de la visite et des écrits de Malcolm sur la Palestine. Marable va jusqu'à affirmer que le point de vue de Malcolm sur la Palestine n'était que de l'opportunisme politique, un coup d'éclat destiné à obtenir le soutien du président égyptien Jamal Abdul Nasser. C'est le rejet et la négligence de cette partie cruciale de la vie de Malcolm qui émousse à la fois sa perspective internationaliste naissante et la menace qu'il percevait du sionisme, non seulement pour la Palestine, mais aussi pour l'ensemble du tiers-monde.

Le 5 septembre 1964, Malcolm X se rend à Gaza – alors sous le contrôle de l'Égypte – où il passe deux jours. Il visite le camp de réfugiés de Khan Younis et un hôpital local et se mêle aux habitants et aux personnalités. Parmi ces interactions à Gaza, la plus influente est peut-être sa rencontre imprévue avec le célèbre poète palestinien Harun Hashim Rashid. Malcolm a été visiblement ému par l'expérience horrible de ce dernier et par son récit de la crise de Suez, survenue près de dix ans plus tôt, au cours de laquelle des centaines de Palestiniens ont été assassinés par l'armée israélienne. En outre, les notes du journal de Malcolm indiquent son admiration pour la poésie de Rashid, puisqu'il a griffonné à la hâte l'un de ses poèmes intitulé « We Must Return » (Nous devons revenir) :

Nous devons revenir
Aucune frontière ne doit exister
Aucun obstacle ne peut nous arrêter
Criez les réfugiés : »Nous reviendrons »
Dites aux Mts : « Nous reviendrons »
Dites à la ruelle : « Nous reviendrons » : « Nous reviendrons »
Nous retournons à notre jeunesse
La Palestine nous appelle à nous armer
Nous sommes armés et nous allons nous battre
Nous devons revenir

Après sa rencontre avec Rashid, Malcolm s'est entretenu avec des chefs religieux et a fait la prière nocturne de la congrégation. Il a noté dans son journal que « l'esprit d'Allah était fort » à Gaza.

La visite à Gaza a inspiré à Malcolm son article le plus célèbre sur le sionisme. Publié dans The Egyptian Gazette le 17 septembre 1964, « Zionist Logic » est une critique cinglante du sionisme et démontre l'opinion de Malcolm selon laquelle le sionisme est une menace non seulement pour la Palestine, mais aussi pour l'ensemble du tiers-monde. Dans son essai, il écrit : « *Les sionistes israéliens sont convaincus d'avoir réussi à camoufler leur nouveau type de colonialisme.*

*Leur colonialisme semble plus « bienveillant », plus « philanthropique », un système avec lequel ils règnent simplement en amenant leurs victimes potentielles à accepter leurs offres amicales d' »aide » économique, et d'autres cadeaux tentants, qu'ils font miroiter aux nations africaines nouvellement indépendantes, dont les économies rencontrent de grandes difficultés… Ainsi, le pouvoir et l'influence de l'Israël sioniste dans de nombreuses nations africaines nouvellement « indépendantes » sont rapidement devenus encore plus inébranlables que ceux des colonialistes européens du XVIIIe siècle… et ce nouveau type de colonialisme sioniste ne diffère que par la forme et la méthode, mais jamais par le motif ou l'objectif.* »

Malcolm établit ici un parallèle avec le colonialisme européen et les destructions qu'il a causées dans le tiers-monde au cours des siècles précédents. Pour Malcolm, le sionisme est inextricablement lié au colonialisme européen au sens large, la dernière itération destinée à soumettre le tiers-monde. Pour faire face à cette entreprise coloniale plus large, Malcolm implore les dirigeants et les peuples du tiers monde de s'unir et de rejeter les fausses ouvertures des puissances coloniales.

Ce que j'ai écrit ci-dessus a fait l'objet d'une certaine couverture publique, mais un document crucial, qui se trouve dans l'annexe de The Dead Are Arising, n'a pas encore reçu l'attention qu'il mérite.

Le directeur général du Centre islamique de Genève avait envoyé à Malcolm X neuf questions sur sa vie, sa foi et son espoir en l'avenir, auxquelles Malcolm a répondu de manière incisive et franche. La réponse à la dernière question a été dactylographiée le matin du 21 février 1965. Il s'agit, à ma connaissance, du dernier document écrit par Malcolm X. Il témoigne de sa perspective internationaliste naissante et de la menace que représente le sionisme, non seulement pour la Palestine, mais aussi pour l'ensemble du tiers-monde. Il est reproduit ci-dessous :

Question : L'Afrique semble avoir capté la majeure partie de votre attention et de vos préoccupations. Pourquoi ? Maintenant que vous en avez visité la quasi-totalité, où en est l'Islam selon vous ? Et que pourrait-on faire, à votre avis, pour le sauver à la fois de l'inconscience de beaucoup ou plutôt de la plupart de ceux qui sont considérés comme les champions de sa cause et de l'alliance malveillante et pleine de ressources du sionisme, de l'athéisme et du fanatisme religieux contre l'Islam ?

Réponse : Je considère l'Afrique comme ma patrie. Je souhaite avant tout qu'elle se libère complètement de l'influence politique et économique extérieure qui l'a dominée et exploitée. L'Afrique, de par sa position stratégique, est confrontée à une véritable crise. Les vautours coloniaux n'ont pas l'intention de l'abandonner sans combattre. Leur arme principale reste « diviser pour régner ». En Afrique de l'Est, un fort sentiment anti-asiatique est entretenu [sic] parmi les Africains. En Afrique de l'Ouest, il y a un fort sentiment anti-arabe. Là où il y a des Arabes ou des Asiatiques, il y a un fort sentiment antimusulman. Ces hostilités ne sont pas initiées par les personnes susmentionnées qui sont impliquées. Elles n'ont rien à gagner à se battre entre elles à ce stade. Ceux qui en profitent le plus sont les anciens maîtres coloniaux qui ont maintenant remplacé le colonialisme et l'impérialisme détestés par le sionisme. Les sionistes ont devancé tous les autres groupes d'intérêt dans la lutte actuelle pour notre mère patrie. Ils utilisent une approche tellement bienveillante et philanthropique qu'il est difficile pour leurs victimes de voir clair dans leurs plans. Le sionisme est encore plus dangereux que le communisme parce qu'il est rendu plus acceptable et donc plus efficace sur le plan de la destruction.

L'image du monde arabe étant presque inséparable de l'image de l'Islam, le monde arabe a une responsabilité multiple qu'il doit assumer. L'Islam étant une religion de Fraternité et d'Unité, ceux qui prennent la tête de l'expression de cette religion se doivent de donner l'exemple le plus élevé de la Fraternité et de l'Unité. Il est impératif que Le Caire et La Mecque (le Conseil suprême des affaires islamiques et la Ligue mondiale musulmane) organisent une conférence religieuse « au sommet » et fassent preuve d'un plus grand degré de préoccupation et de responsabilité à l'égard de la situation actuelle du monde musulman, faute de quoi d'autres forces se lèveront au sein de la génération actuelle de jeunes musulmans tournés vers l'avenir et les « centres de pouvoir » seront retirés des mains de ceux qui les détiennent actuellement pour être placés ailleurs. ALLAH PEUT FACILEMENT FAIRE CELA.

Quelques heures après avoir tapé cette réponse, Malcolm X a été assassiné à l'Audobon Ballroom à New York. Il avait 39 ans.

***Ali Hammoud** est doctorant en histoire à l'université Western Sydney. Il a déjà publié des articles dans The Sydney Review of Books, The Guardian et The Conversation. D'autres de ses écrits sont disponibles sur sa page substack.

**Mondoweiss 23 mars 2024**
**Traduit par Brahim Madaci**
**Afrique Asie 27 mars 2024**

# Nuland – Budanov – Tadjik – Crocus Connection



Victoria Nuland

Par Pepe Escobar

**4 décembre 2023.** L'ancien président de l'état-major interarmées, le général Mark Milley, trois mois seulement après son départ à la retraite, déclare au Washington Post, porte-parole de la CIA *: « Aucun Russe ne devrait se coucher sans se demander s'il va se faire trancher la gorge au milieu de la nuit (...) Il faut y retourner et créer une campagne derrière les lignes. »*

**4 janvier 2024 :** Dans une interview accordée à ABC News, le « chef des espions » ukrainien Kyrylo Budanov établit la feuille de route : des frappes « de plus en plus profondes » en Russie.

**31 janvier :** Victoria Nuland se rend à Kiev et rencontre Budanov. Lors d'une conférence de presse nocturne au milieu d'une rue vide, elle promet de « mauvaises surprises » à Poutine : un code pour une guerre asymétrique.

**22 février :** Mme Nuland se présente à un événement organisé par le Center for Strategic and International Studies (CSIS) et revient sur les « mauvaises surprises » et la guerre asymétrique. Cela peut être interprété comme le signal définitif pour Budanov de commencer à déployer des opérations sales.

**25 février :** le New York Times publie un article sur les cellules de la CIA en Ukraine : rien que les services secrets russes ne sachent déjà.

Puis, une accalmie jusqu'au 5 mars, date à laquelle un jeu d'ombres crucial a pu être mis en place. Scénario privilégié : Nuland a joué un rôle clé dans la mise en place de sales opérations aux côtés de la CIA et du GUR ukrainien (Budanov). Les factions rivales de l'État profond s'en sont emparées et ont manœuvré pour « mettre fin » à ses activités d'une manière ou d'une autre – parce que les services de renseignements russes auraient inévitablement fait le lien.

Pourtant, Nuland n'est pas encore « à la retraite » ; elle est toujours présentée comme sous-secrétaire d'État aux affaires politiques et s'est récemment rendue à Rome pour une réunion liée au G7, bien que son nouveau poste, en théorie, semble être à l'université de Columbia (une manœuvre d'Hillary Clinton).

Pendant ce temps, les atouts d'une « mauvaise surprise » majeure sont déjà en place, dans l'ombre, et totalement hors radar. L'opération ne peut être annulée.

**Le 5 mars :**Le petit Blinken annonce officiellement la « retraite » de Nuland.

**7 mars :** Au moins un Tadjik parmi les quatre membres du commando terroriste visite le site du Crocus et se fait prendre en photo.

**Les 7 et 8 mars dans la nuit :** Les ambassades américaine et britannique annoncent simultanément une possible attaque terroriste à Moscou, demandant à leurs ressortissants d'éviter les « concerts » et les rassemblements dans les deux jours à venir.

**9 mars :** le très populaire chanteur patriotique russe Shaman se produit au Crocus. Il s'agit peut-être de l'occasion soigneusement choisie pour la « mauvaise surprise », puisqu'elle tombe quelques jours seulement avant les élections présidentielles, qui se déroulent du 15 au 17 mars. Mais la sécurité à Crocus étant massive, l'opération a été reportée.

**22 mars :** l'attentat terroriste de l'hôtel de ville de Crocus.

### ISIS-K : l'ultime boîte de Pandore

Le lien avec Budanov est trahi par le modus operandi – similaire aux précédents attentats terroristes des services de renseignement ukrainiens contre Daria Dugina et Vladimir Tatarsky : une reconnaissance étroite pendant des jours, voire des semaines ; l'attentat ; puis une ruée vers la frontière… Et cela nous amène à la connexion tadjike.

Il semble y avoir de nombreuses failles dans le récit concocté par les tueurs de masse : ils ont suivi un prédicateur islamiste sur Telegram ; on leur a offert ce qui a été établi plus tard comme une somme dérisoire de 500 000 roubles (environ 4 500 dollars) pour qu'ils abattent tous les quatre des personnes au hasard dans une salle de concert ; ils ont envoyé la moitié des fonds par Telegram ; ils ont été dirigés vers une cache d'armes où ils ont trouvé des AK-12 et des grenades à main.

Les vidéos montrent qu'ils ont utilisé les mitrailleuses comme des pros ; les tirs étaient précis, de courtes rafales ou des tirs uniques ; pas de panique du tout ; utilisation efficace des grenades à main ; fuite en un éclair, en se fondant dans la masse, presque à temps pour attraper la « fenêtre » qui les emmènerait de l'autre côté de la frontière vers l'Ukraine.

Tout cela demande de l'entraînement. Et cela s'applique également à l'affrontement d'un méchant contre-interrogatoire. Pourtant, le FSB semble les avoir tous brisés – littéralement.

Un responsable potentiel a fait surface, sous le nom d'Abdullo Buriyev. Les services de renseignement turcs l'avaient déjà identifié comme un agent de l'ISIS-K, ou Wilayat Khorasan, en Afghanistan. L'un des membres du commando Crocus a déclaré au FSB que leur « connaissance » Abdullo les avait aidés à acheter la voiture pour l'opération… Et cela nous amène à l'énorme boîte de Pandore qui les termine tous : ISIS-K.

L'émir présumé d'ISIS-K, depuis 2020, est un Tadjik afghan, Sanaullah Ghafari. Il n'a pas été tué en Afghanistan en juin 2023, comme le prétendaient les Américains : il se cache peut-être actuellement au Baloutchistan, au Pakistan.

Pourtant, la véritable personne qui nous intéresse ici n'est pas le Tadjik Ghafari, mais le Tchétchène Abdul Hakim al-Shishani, l'ancien chef de l'organisation djihadiste Ajnad al-Kavkaz (« Soldats du Caucase »), qui combattait le gouvernement de Damas à Idlib, puis s'est enfui en Ukraine en raison de la répression menée par Hayat Tahrir al-Sham (HTS) – dans le cadre d'une autre de ces querelles classiques entre djihadistes.

Shishani a été repéré à la frontière près de Belgorod lors de la récente attaque concoctée par les services secrets ukrainiens à l'intérieur de la Russie. Il s'agit là d'un autre vecteur de « mauvaises surprises ».

Shishani était en Ukraine depuis plus de deux ans et a acquis la citoyenneté ukrainienne. Il est en fait le lien entre les gangs hétéroclites d'Idlib en Syrie et le GUR à Kiev – car ses Tchétchènes ont travaillé en étroite collaboration avec Jabhat al-Nusra, qui était pratiquement indiscernable d'ISIS.

Shishani, farouchement anti-Assad, anti-Poutine et anti-Kadyrov, est le classique « rebelle modéré » annoncé depuis des années comme un « combattant de la liberté » par la CIA et le Pentagone.

Certains des quatre malheureux Tadjiks semblent avoir suivi l'endoctrinement idéologique/religieux dispensé sur Internet par Wilayat Khorasan, ou ISIS-K, dans un salon de discussion appelé Rahnamo ba Khuroson.

Le jeu d'endoctrinement était supervisé par un Tadjik, Salmon Khurosoni. C'est lui qui a fait le premier pas pour recruter le commando. On peut dire que Khurosoni est un messager entre ISIS-K et la CIA.

Le problème est que le modus operandi d'ISIS-K pour toute attaque ne comporte jamais une poignée de dollars : la promesse est le Paradis par le martyre. Pourtant, dans ce cas, il semble que ce soit Khurosoni lui-même qui ait approuvé la récompense de 500 000 roubles.

Après que son supérieur, Buriyev, lui a transmis les instructions, le commando a envoyé le bayat – le serment d'allégeance à ISIS – à Khurosoni. L'Ukraine n'était peut-être pas leur destination finale. Un autre service de renseignement étranger – non identifié par les sources du FSB – les aurait envoyés en Turquie, puis en Afghanistan.

C'est exactement là que se trouve Khurosoni. Khurosoni était peut-être le cerveau idéologique de Crocus. Mais il n'en est pas le client.

### L'histoire d'amour de l'Ukraine avec les gangs terroristes

Les services de renseignements ukrainiens, le SBU et le GUR, utilisent la galaxie terroriste « islamique » à leur guise depuis la première guerre de Tchétchénie au milieu des années 1990. Milley et Nuland le savaient bien sûr, puisqu'il y a eu de sérieuses dissensions dans le passé, par exemple entre le GUR et la CIA.

Suite à la symbiose de tout gouvernement ukrainien après 1991 avec diverses organisations terroristes/jihadistes, Kiev, après Maïdan, a renforcé ces liens, en particulier avec les gangs d'Idlib, ainsi qu'avec les organisations du Caucase du Nord, des Shishani tchétchènes à ISIS-K.

Le GUR cherche régulièrement à recruter des membres de l'ISIS-K par le biais de salons de discussion en ligne. C'est exactement le modus operandi qui a conduit à Crocus.

Une association « Azan », fondée en 2017 par Anvar Derkach, membre du Hizb ut-Tahrir, facilite en fait la vie des terroristes en Ukraine, Tatars de Crimée compris – de l'hébergement à l'assistance juridique.

L'enquête du FSB permet de remonter la piste : Crocus a été planifié par des professionnels – et certainement pas par une bande de tadjiks au QI médiocre. Pas par ISIS-K, mais par GUR.Un faux drapeau classique, avec des Tadjiks désemparés ayant l'impression de travailler pour ISIS-K.

L'enquête du FSB dévoile également le modus operandi standard de la terreur en ligne, partout. Un recruteur se concentre sur un profil spécifique ; il s'adapte au candidat, en particulier à son – faible – QI ; il lui fournit le minimum nécessaire pour un emploi ; ensuite, le candidat/l'exécutant deviennent jetables.

Tout le monde en Russie se souvient que lors de la première attaque sur le pont de Crimée, le conducteur du camion kamikaze était parfaitement inconscient de ce qu'il transportait.

L'excellent correspondant de guerre russe Marat Khairullin a ajouté un autre morceau juteux à cette salade funky : il dévoile de manière convaincante l'angle du MI6 dans l'attaque terroriste de l'hôtel de ville de Crocus (en anglais ici, en deux parties, posté par « S »).

Le FSB est en plein milieu du processus laborieux visant à démanteler la plupart, voire la totalité des connexions ISIS-K-CIA/MI6. Une fois que tout sera établi, il y aura de l'enfer à payer.

Mais ce ne sera pas la fin de l'histoire. D'innombrables réseaux terroristes ne sont pas contrôlés par les services de renseignement occidentaux, même s'ils travaillent avec eux par l'intermédiaire d'intermédiaires, généralement des « prédicateurs » salafistes qui traitent avec les services de renseignement saoudiens ou du Golfe.

Le FSB et le Kremlin seront très prudents lorsqu'il s'agira d'accuser directement la CIA et le MI6 de gérer ces réseaux.

Mais même avec un déni plausible, l'enquête Crocus semble mener exactement là où Moscou le souhaite : découvrir l'intermédiaire crucial. Et tout semble pointer vers Budanov et ses hommes de main.

Ramzan Kadyrov a lâché un indice supplémentaire. Il a déclaré que les « conservateurs » de Crocus avaient délibérément choisi d'instrumentaliser des éléments d'une minorité ethnique – les Tadjiks – qui parlent à peine le russe, afin d'ouvrir de nouvelles blessures dans une nation multinationale où des dizaines d'ethnies vivent côte à côte depuis des siècles.

En fin de compte, cela n'a pas fonctionné. La population russe a donné carte blanche au Kremlin pour exercer une punition brutale et maximale, où et quand il le faut.



**Commençons par l'enchaînement possible des événements qui ont pu conduire à l'attentat terroriste du Crocus. C'est aussi explosif que possible. Des sources d'information à Moscou confirment discrètement qu'il s'agit de l'une des principales pistes d'enquête du FSB.**

**Strategic Culture 26 mars 2024**
**Traduit par Brahim Madaci**
**Afrique Asie 30 mars 2024**

# « Pourquoi je démissionne du Département d'Etat »

Par Annelle Sheline

*Cette employée du Département d'Etat, choquée et consternée, a démissionné pour protester contre la politique de son pays à Gaza*

Depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre, Israël a utilisé des bombes américaines dans sa guerre à Gaza, qui a tué plus de 32 000 personnes – dont 13 000 enfants – et d'innombrables autres ont été ensevelies sous les décombres, selon le ministère de la santé de Gaza. Israël est accusé de manière crédible d'affamer les deux millions de personnes qui restent, selon le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation ; un groupe de responsables d'organisations caritatives avertit que sans une aide adéquate, des centaines de milliers de personnes supplémentaires rejoindront probablement bientôt les morts.

Pourtant, Israël prévoit toujours d'envahir Rafah, où la majorité des habitants de Gaza ont fui ; des fonctionnaires de l'ONU ont qualifié le carnage qui devrait s'ensuivre de « dépassant l'imagination ». En Cisjordanie, des colons armés et des soldats israéliens ont tué des Palestiniens, y compris des citoyens américains. Ces actions, qui, selon les experts en génocide, relèvent du crime de génocide, sont menées avec le soutien diplomatique et militaire du gouvernement américain.

L'année dernière, j'ai travaillé pour le bureau chargé de promouvoir les droits de l'homme au Moyen-Orient. Je crois fermement à la mission et au travail important de ce bureau. Cependant, en tant que représentant d'un gouvernement qui permet directement ce que la Cour internationale de justice a déclaré être un génocide à Gaza, ce travail est devenu presque impossible. Incapable de servir une administration qui permet de telles atrocités, j'ai décidé de démissionner de mon poste au département d'État.

La crédibilité dont jouissaient les États-Unis en tant que défenseurs des droits de l'homme a presque entièrement disparu depuis le début de la guerre. Les membres de la société civile ont refusé de répondre à mes efforts pour les contacter. Notre bureau cherche à soutenir les journalistes au Moyen-Orient ; pourtant, lorsque des ONG m'ont demandé si les États-Unis pouvaient aider les journalistes palestiniens détenus ou tués à Gaza, j'ai été déçue que mon gouvernement ne fasse pas plus pour les protéger. Selon le Comité de protection des journalistes, 90 journalistes palestiniens ont été tués à Gaza au cours des cinq derniers mois. C'est le nombre le plus élevé enregistré au cours d'un seul conflit depuis que le CPJ a commencé à collecter des données en 1992.

En démissionnant publiquement, je suis attristé de savoir que je me ferme probablement un avenir au département d'État. Au départ, je n'avais pas prévu de démissionner publiquement. En raison de la brièveté de mon séjour au département d'État – j'ai été engagée pour un contrat de deux ans – je ne pensais pas avoir suffisamment d'importance pour annoncer publiquement ma démission. Cependant, lorsque j'ai commencé à informer mes collègues de ma décision de démissionner, la réponse que j'ai entendue à plusieurs reprises a été : « Parlez pour nous« .

Dans l'ensemble du gouvernement fédéral, des employés comme moi ont essayé pendant des mois d'influencer la politique, à la fois en interne et, en cas d'échec, en public. Mes collègues et moi-même avons assisté avec horreur à la livraison par cette administration de milliers de munitions guidées avec précision, de bombes, d'armes légères et d'autres aides mortelles à Israël, et à l'autorisation de milliers d'autres, en contournant même le Congrès pour ce faire. Nous sommes consternés par le mépris flagrant de l'administration pour les lois américaines qui interdisent aux États-Unis de fournir une assistance aux armées étrangères qui se livrent à des violations flagrantes des droits de l'homme ou qui restreignent l'acheminement de l'aide humanitaire.

La politique de l'administration Biden stipule que « la légitimité et le soutien public des transferts d'armes parmi les populations des États-Unis et des pays bénéficiaires dépendent de la protection des civils, et les États-Unis se distinguent des autres sources potentielles de transferts d'armes en accordant une grande importance à la protection des civils« . Pourtant, cette noble déclaration de politique générale est en contradiction directe avec les actions du président qui l'a promulguée.



**Annelle Sheline, docteur en droit, a travaillé pendant un an en tant que chargée des affaires étrangères au Bureau des affaires du Proche-Orient, au sein du Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du département d'État.**

Le président Joe Biden lui-même admet indirectement qu'Israël ne protège pas les civils palestiniens. Sous la pression de certains démocrates du Congrès, l'administration a publié une nouvelle politique visant à garantir que les transferts militaires étrangers ne violent pas les lois nationales et internationales pertinentes.

Pourtant, tout récemment, le département d'État a affirmé qu'Israël respectait le droit international dans la conduite de la guerre et dans la fourniture de l'aide humanitaire. Dire cela alors qu'Israël empêche l'entrée adéquate de l'aide humanitaire et que les États-Unis sont contraints de larguer de la nourriture par avion aux habitants de Gaza affamés, c'est se moquer des prétentions de l'administration à se préoccuper de la loi ou du sort des Palestiniens innocents.

Certains ont affirmé que les États-Unis manquaient d'influence sur Israël. Pourtant, le général de division israélien à la retraite Yitzhak Brick a fait remarquer en novembre que les missiles, les bombes et les avions d'Israël provenaient tous des États-Unis. « Dès qu'ils ferment le robinet, on ne peut plus continuer à se battre« , a-t-il déclaré. « Tout le monde comprend que nous ne pouvons pas mener cette guerre sans les États-Unis. Un point c'est tout« .

Aujourd'hui encore, Israël envisage d'envahir le Liban, ce qui accroît le risque d'un conflit régional qui serait catastrophique. Les États-Unis ont cherché à empêcher cette issue, mais ils ne sont pas disposés à retenir les armes offensives d'Israël afin de l'obliger à une plus grande retenue dans ce pays ou à Gaza. Le soutien de M. Biden au gouvernement israélien d'extrême droite risque donc de déclencher une conflagration plus large dans la région, qui pourrait bien mettre les troupes américaines en danger.

Nombre de mes collègues se sentent trahis. J'écris en mon nom personnel, mais je parle au nom de beaucoup d'autres, notamment Feds United for Peace, un groupe qui se mobilise en faveur d'un cessez-le-feu permanent à Gaza et qui représente des travailleurs fédéraux à titre personnel dans tout le pays, ainsi que dans 30 agences et départements fédéraux. Après quatre années d'efforts du président Donald Trump pour paralyser le département, les employés de l'État ont adhéré à la promesse de M. Biden de reconstruire la diplomatie américaine. Pour certains, le soutien des États-Unis à l'Ukraine contre l'occupation illégale et les bombardements de la Russie a semblé rétablir le leadership moral de l'Amérique. Pourtant, l'administration continue de permettre l'occupation illégale et la destruction de Gaza par Israël.

Je suis hantée par le dernier message publié sur les réseaux sociaux par Aaron Bushnell, le militaire de l'armée de l'air américaine âgé de 25 ans qui s'est immolé devant l'ambassade d'Israël à Washington le 25 février : « Beaucoup d'entre nous aiment se demander : 'Que ferais-je si j'étais encore en vie à l'époque de l'esclavage ? Ou du temps de Jim Crow dans le Sud ? Ou l'apartheid ? Que ferais-je si mon pays commettait un génocide ?' La réponse est que vous êtes en train de le faire. En ce moment même« .

Je ne peux plus continuer ce que je faisais. J'espère que ma démission contribuera aux nombreux efforts visant à pousser l'administration à retirer son soutien à la guerre d'Israël, dans l'intérêt des deux millions de Palestiniens dont la vie est menacée et dans l'intérêt de la position morale de l'Amérique dans le monde.

**CNN 27 mars 2024**
**Traduit par Brahim Madaci**
**Afrique Asie 30 mars 2024**

# UN GÉANT CÔTELAIS EST TOMBÉ

Henry Grégoire était né à Torbeck, dans le Sud du pays, le 7 mai 1931. Il était le fils de M. Nicodème Stanislas Grégoire et de Mme Evelina Eveillard. A la mort de sa mère, dès le jeune âge, il a été retrouver son père, un notaire de renom et très respecté de la ville des Coteaux.

Le 29 décembre 1960 il épousa, à Port-Salut, Mlle Pauline Darbouze et ils ont donné naissance à Nicole de regretté mémoire, disparue à Port-au-Prince lors du tremblement de terre le 12 janvier 2010, à Eveline, Ginette, Paul-Harry, Joelle et Brigite. Henri a eu d'autres enfants dont le plus connu est l'avocat, Maitre Ermantin Moisset, son frère jumeau Vajalbert Moisset décédé.

Mr. Henri Grégoire
7 Mai 1931 <> 17 Mars 2024

M. Henry Grégoire plus connu sous le nom de Professeur Henry, a passé sa vie à former, enseigner et éduquer nos jeunes dans plusieurs écoles tant qu'à Port au-Prince qu'aux Coteaux. Il était Le Côtelais par excellence et aimait beaucoup sa famille, sa ville Les Coteaux, sa bicyclette, son fusil de chasse. Il était l'Organiste de notre Eglise St-Pierre et St-Paul pour les messes après la retraite de son Père ; Il était le maestro et le trompettiste du groupe musical « Les Gaies-Lurons des Coteaux » qui a fait danser les amants de la danse. Membre de tous les groupes de la zone ayant pour objectif le développement et l'avancement de l'arrondissement des Coteaux, le Professeur Henry était pour tous les Côtelais l'homme de référence et la bibliothèque ambulante où se trouvaient les documents historiques de la ville des Coteaux qu'il partageait sans retenue et sans marchandage avec tous les jeunes. On ne saurait oublier la fougue avec laquelle il s'était battu, avec le feu Michel Bonaney, afin que Coteaux puisse conserver son titre de Chef-Lieu d'Arrondissement. Titre qu'il détient encore jusqu'à présent.

Après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, où Nicole, sa fille ainée fut l'une des victimes de cette terrible tragédie, le professeur Henry décida de retourner vivre à Coteaux. Pendant ces 14 années, il continua à enseigner à l'école Saint Paul des Coteaux (CREFWA). Il était aussi le Directeur de musique pour un groupe de jeunes de la zone.

A son départ pour le grand orient, le 17 mars dernier, le professeur Henry va laisser un vide certain dans la communauté côtelaise et dans sa famille en particulier. En cette pénible circonstance, nous Côtelais présentons nos sincères condoléances à sa femme Mme Marie Rose Pauline Darbouze Grégoire et nous lui souhaitons beaucoup de courage pour surmonter cette épreuve après 63 ans de vie commune. Nos sympathies vont également à ses enfants : Evelyne Grégoire Princivil et son époux Jean Dickens Princivil, Ginette Grégoire Isidore, Paul Harry Grégoire et sa femme Norah Grégoire née Trouillot, Joelle Grégoire et son partenaire Marion Jérôme, Anne Brigite Grégoire Jocelyn et son époux Yves Jocelyn, Ermantin Moisset, M. Mme Pierre Henry Beaulieu et famille. Nous adressons également nos mots de sympathies à sa sœur et filleule Socrat Grégoire Anténor, sa belle-sœur Suze Théronier Grégoire, sa filleule Pauline Philippeau St-Omer et famille. On ne saurait oublier ses 16 petits-enfants et 2 arrière-petits-enfants.

Nous adressons nos sincères condoléances à ses neveux et nièces Destin Delerme et famille, Ludgé Delerme et famille, Juliette Delerme et famille, Wesley Delerme et famille, Ritza Carmelle Gustave-Edouard et famille, Gréta Gustave-Rico et famille, Hervé Grégoire, Josiane Grégoire et famille, ses cousins et cousines, Emma Ducrépin Solon et famille, Rigaud Ducrépin et famille, sa protégée Gerthy Mazile.

Après les funérailles du Professeur Henry qui ont été chantées à Port-au-Prince le samedi 23 mars 2024, nous espérons et nous attendons impatiemment de recevoir un jour ses restes qui seront transférés dans sa ville qu'il a toujours aimée et chérie.

« Coteaux n'oubliera jamais ce Grand Géant que fut Henri Grégoire »

« PAIX A SON AME »

Suite de la page (9)



**Although Kenya's high court has blocked deployment of Kenyan police to Haiti to lead the MSS, President William Ruto had promised to deploy the police force anyway. Photo: Vanguardngr**

the state for being complacent and absent, not for organizing a massacre. Unlike the RNDDH and FJKL, CARDH has no known political affiliations that would cause accusations of bias around this event.

It speaks volumes that, in the same aforementioned AP report, Joel Noel, was identified as a "community leader" in La Saline. Referring to the Nov. 13, 2018 violence, he told AP "this is a political fight." The fact that Noel replaced Bout JanJan as leader of the Projet La Saline gang is omitted from the article.

Predictably, in a separate AP report six months later, Noel, with his lips "stained purple from the wine he'd been drinking that morning,... accused Cherizier in the slayings."

On Nov. 15, 2023, five years after the La Saline events, Espérance announced that the U.S. justice system had taken control of the La Saline dossier.

**The Canadian government continues to meddle in Haiti's affairs**

Canada's funding of the RNDDH through ASFC provides evidence that, while it may have retreated from publicly meddling in Haiti's affairs, it still seeks to do so discretely. Canadian funding to the RNDDH indirectly affects political discourse in Canada and the U.S. by supporting Pierre Espérance's platform for political influence.

Espérance was participated in the creation of the Montana Accord, announced in August 2021, which initially represented a broad coalition of political parties, civil society organizations, and peasant groups. Indeed, once the accord was announced, it was left at the RNDDH's office so representatives of civil society organizations could sign the document.

Support for it has shrunk significantly since the accord was announced. Two years after its initial announcement, the coalition behind the accord now only represents a small fraction of Haitian society, functioning more as a civil society front for a sector of the Haitian bourgeoisie than a coalition with broad support. The coalition was once considered the main rival to Ariel Henry's political alliance.

By funding the RNDDH, the Canadian government indirectly provided support to the leaders of the Montana Accord coalition. The same can be said of Washington via funding from the National Endowment for Democracy (NED) and the Open Society Foundation. Over the two-year period following the announcement of the Montana Accord, this funding indirectly played a role in maintaining support for a controlled opposition to Henry's rule through Espérance's efforts to advocate for it.

Espérance remains an enthusiastic supporter of the Montana Accord, even as its popularity has plummeted among Haitians. Espérance has written several articles for the liberal think-tank *Just Security* pleading to the U.S. government to shift support from Ariel Henry to the Montana Accord.

When asked about Pierre Espérance's obvious political activity while acting as RNDDH's director, an ASFC representative claimed that: "We are a non-political organization and we work on capacity-building for human rights organizations, not individuals."

ASFC also explained that they apply the "principle of subsidiarity" with their partners. "Our partners are independent, and we offer them support without influencing their positions or endorsing them in their entirety," they said.

It is possible that ASFC is unaware of the long list of reports that conclude that the RNDDH is not a legitimate human rights group. ASFC's adherence to the "principle of subsidiarity" seemingly allows them to ignore RNDDH's clearly political nature.

The Canadian government is ultimately accountable for this funding and shares responsibility for its role in the Ottawa initiative, the 2004 coup, and funding of NCHR-Haiti to pursue the case against then-Prime Minister Yvon Neptune.

**The Montana Accord leadership are also tied to the 2004 coup d'etat**

One of the founders and spokespersons for the Montana Accord is Magali Comeau Denis. Like Espérance, she had a role in the anti-Lavalas campaign before and after the 2004 coup.

Comeau Denis was one of the members of the "Council of the Wise" selected for midwifing the coup government. She was made Culture Minister in the Latortue/Boniface coup regime.

Ariel Henry was also a member of the Council of the Wise.

Comeau Denis' unelected position in government was a result of her participation in the propaganda campaign against Aristide's democratically elected government. Comeau Denis, leader of the *Collectif Non,* co-wrote a letter in September 2003 signed by dozens of Haiti's elite, calling Aristide's government a "tyrannical power" experiencing "totalitarian drift." The main objective of the *Collective Non* was to boycott the celebration of Haiti's Bicentenary on Jan. 1, 2004 for the benefit of the former colonialist powers.

Similar to Espérance accusations against Neptune, Comeau Denis also made baseless accusations of murder against another FL leader, Father Gérard Jean Juste, as part of a campaign to criminalize the extremely popular party and suppress dissent after the 2004 coup.

Comeau Denis last year traveled to Washington with Espérance to lobby the U.S. government to shift their support to their dwindling coalition. They met with Juan Gonzalez, Deputy Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs and Under Secretary of State for Hemispheric Affairs Brian H. Nicholls on May 30, 2023. This was followed by a meeting with "authorities in the Pentagon" on Jun. 2, 2023.

Five days later, on Jun. 7, Washington announced new sanctions against one of Jovenel Moïse's closest advisors, former prime minister Laurent Lamothe.

While visiting Washington, Espérance spoke to the *New York Times*. Referring to the recent popular uprising in Haiti known as *Bwa Kale*, he said "the rise of the vigilante movement… underscores the international community's failure to address the crisis." In other words, he wanted Washington to shift support to the Montana Accord, which would then approve a militarily intervention to prevent a popular uprising.

**The MSS to ensure Haiti's neocolonial status**

The Multinational Security Support Mission (MSS) is fundamentally an occupation force, an imperialist tool for maintaining hegemony and preventing a popular uprising in Haiti.

Washington and its proxy, CARICOM, are currently leading negotiations with leaders of Haiti's "political class" to form a Presidential Council. Agreeing to the MSS is a precondition for joining these negotiations.

Among the confirmed representatives are Fritz Alphonse Jean of the Montana Accord group; Leslie Voltaire of Fanmi Lavalas; Louis Gérald Gilles of the December 21 Agreement political group, allied with Ariel Henry; Laurent Saint-Cyr with the private sector (former member of Henry's transitional council and President of Haitian Chamber of Commerce); Edgard Leblanc Fils who represents the *January 30th Collective* (a coalition of political parties); Emmanuel Vertilaire with the Pitit Desalin party; and Augustin Smith with the EDE/RED political sector.

In late January, former FL leader Maryse Narcisse told the press that she "supports the protest movements across the country to demand the resignation of Mr. Henry." This seemed to be a tacit endorsement of the people's movement that supported Guy Philippe's call to remove Henry from power, and a surprising turn of events.

FL's decision to support Washington's efforts to form a presidential council show the party has moved in the opposite direction, to the dismay of many party stalwarts.

Washington's clear paternity of the "transitional presidential council" has destroyed its legitimacy even before its confirmation. Clearly, most Haitians reject the body.

It was until recently in a race for power with another transitional council formed inside Haiti. This other council proposed on Mar. 3, 2024 was to include Guy Philippe as president, Françoise Saint-vil Villier from the religious sector's National Spiritual Council of Churches (CONASPEH), and ex-Court of Appeals judge Durin Junior Duret.

Washington's plans in Haiti revolve around the MSS, which Kenyan police were supposed to lead. But Kenya's high court has blocked deployment of Kenyan forces. William Ruto had promised to deploy the police force anyway. Henry's recent resignation, however, forced Ruto to pause the deployment, as it requires the consent of Haiti's government.

Kenya has already sent 200 police officers on the ground in Haiti. In addition, the U.S. Special Forces have been deployed as well to train and advise the PNH. Global Affairs Canada has also committed the RCMP to provide "technical training" to PNH officers as part of the MSS.

The Canadian government remains an enthusiastic supporter of the MSS. Canadian foreign affairs minister Mélanie Joly announced this February that Canada "will allocate $123 million in funding to support Haiti, including $80.5 million to support the deployment of the MSS".

The same announcement included a reminder that "since 2022, Canada has committed more than $300 million in international development, humanitarian and security assistance funding to Haiti." In addition, Canada has contributed $57 million to "reinforce" the PNH.

This highlights that Canada has played a key role in maintaining funding for Haiti's National Police force. Canada is the second-largest bilateral donor to Haiti after the U.S.

The RNDDH, funded by the Canadian government, is among these naysayers against Haitian popular movements for genuine democracy. Espérance, critical of the *Bwa Kale* movement and any other local leader who resists the violence of criminal gangs, using Canadian government money for write reports attacking leaders like Cherizier, who seek to change Haiti's status quo.

*An earlier version of this article was first published by* ***The Canada Files****, that country's only news outlet focused on Canadian foreign policy.* ***Travis Ross*** *is a teacher based in Montreal, Québec. He is also the co-editor of the Canada-Haiti Information Project at canada-haiti.ca. Travis has written for Haiti Liberté, Black Agenda Report, The Canada Files, TruthOut, and rabble.ca. He can be reached on Twitter.*

Suite de la page (8)



**Le HCT et sa Présidente, Mirlande H. Manigat. Jamais cet organisme n'a pu prendre une vraie décision dans le cadre de sa mission initiale.**

Primature, à Port-au-Prince, Washington lui demande le lundi 11 mars 2024 de confirmer ou d'officialiser par Zoom sa démission au peuple haïtien depuis sa cachette portoricaine, ce qu'il a évidemment fait sagement. Le lendemain, le Secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken, lors d'une intervention devant la presse, lui a proposé l'asile politique. En déclarant, en effet « Là où il est, s'il souhaite y rester nous lui souhaitons la bienvenue » une façon de dire à ce médecin, brillant dans sa spécialité de neuroscience, que le Département d'Etat et la Maison Blanche n'ont plus besoin de ses services. En gros, fin de partie pour Ariel Henry qui pensait pouvoir rester, en dépit du bon sens, un quinquennat à la tête du pays sans passer par le moindre suffrage universel.

N'est-ce pas donner raison à ceux qui pensent que, en ce qui concerne la prise du pouvoir par les alliés de l'ex-Premier ministre, même nommé par Jovenel Moïse, il s'agissait bel et bien d'un coup d'Etat ? Aux dernières nouvelles, on a appris que l'ancien Premier ministre se trouve ou a été transporté en Californie, du côté de Los Angeles sans plus de précisions ni de la part de Washington ni de Port-au-Prince. En tout cas, pour bien souligner que l'après Henry est derrière nous, avant même la nomination d'un remplaçant à la tête de la Transition, qu'il s'agisse d'un Collège présidentiel ou d'une autre formule de gouvernance, la Maison Blanche a immédiatement nommé un nouvel ambassadeur en Haïti en la personne de Dennis Hankins, trois ans après le départ de la dernière ambassadrice, madame Michèle Sison.

Un choix curieusement vite ratifié par le Sénat des Etats-Unis le jeudi 14 mars 2024, alors même qu'il n'y a en ce moment aucune autorité légale, légitime et constitutionnelle haïtienne pouvant recevoir ses lettres de créances. N'est-ce pas surprenant ! En tout cas, la chute du Premier ministre Ariel Henry dans des conditions exécrables et humiliantes pour sa personne marque l'échec de la première partie de la Transition post-Jovenel Moïse. Elle constitue en même temps, avec l'arrivée d'un Conseil Présidentiel de Transition (CPT) composé de neuf membres, dont deux observateurs, la deuxième phase d'une transition qui est dans la dynamique de la tragédie politique initiée depuis deux siècles d'indépendance d'Haïti par les impérialistes de part et d'autre de l'Atlantique.

**C.C**

# Les Portoricains descendent dans la rue contre la visite de Kamala Harris






Protestations contre la visite de la vice-présidente des Etats-Unis Kamala Harris à Porto-Rico






Les manifestants ont retiré les drapeaux des États-Unis et de Porto Rico colonial et les ont remplacés par des drapeaux indépendantistes haïtiens, palestiniens et portoricains

*La visite de la vice-présidente suscite des protestations contre l'occupation de Porto Rico et le conflit israélo-palestinien*

Le vendredi 22 mars, Kamala Harris a marqué sa première visite à Porto Rico depuis qu'elle est devenue vice-présidente des États-Unis pour assister à une collecte de fonds du Parti démocrate, et a été accueillie par des manifestations massives.

Dans une gaffe embarrassante, Harris a passé un moment à applaudir une chanson de protestation avant de se figer rapidement après qu'un assistant l'ait traduite pour elle. Les paroles faisaient référence à l'occupation américaine de longue date de Porto Rico : « *Nous voulons savoir, Kamala, pourquoi es-tu venue ici ? Nous voulons savoir ce que vous pensez de la colonie.* »

Des manifestations ont été organisées par des organisations indépendantistes portoricaines telles que Jornada Se Acabaron Las Promesas, Comuna Caribe, Boricuas for Palestine et Communists Workers and Students for Social Change. « *Le monde traverse une époque de désolation et de violence, dans laquelle des pays très puissants comme les États-Unis menacent la paix mondiale* », a déclaré Yanina Arias, militante de Jornada, à Peoples Dispatch. « *Dans ce contexte, il nous semble une horreur et un manque absolu de respect que, alors que des millions d'êtres humains sont victimes d'extermination, la vice-présidente des États-Unis se rende sur notre île pour continuer à presser ses laquais.* »

À l'entrée du vieux quartier de San Juan, les manifestants ont retiré les drapeaux des États-Unis et de Porto Rico colonial et les ont remplacés par des drapeaux indépendantistes haïtiens, palestiniens et portoricains. Les manifestants ont également accroché des banderoles sur lesquelles on pouvait lire *« arrêtez les bombardements »* et *« Le sionisme est du terrorisme »*, en signe de solidarité avec la Palestine. Les manifestants ont conclu l'action en brûlant les drapeaux américains. *« Harris est venu prendre des milliers de dollars pour la campagne de réélection [de Biden], alors que les habitants de Borikén vivent dans une pauvreté extrême et dans un pays effondré à cause de la corruption de ceux qui ont aujourd'hui donné de l'argent mal acquis à sa campagne »*, a-t-elle déclaré. .

Jornada a été créée en opposition à la loi PROMESA, promulguée en 2016 sous Barack Obama, qui établissait le contrôle du Conseil de contrôle fiscal (FCB) non élu sur l'économie de l'île afin de restructurer la dette de l'île de 74 milliards de dollars. En fait, l'imposition du FCB a renforcé le contrôle américain sur Porto Rico et a entraîné une vague de mesures d'austérité sévères. Les conditions sur l'île se sont détériorées, surtout après le dévastateur ouragan María en 2017, et les Portoricains ont dû descendre dans la rue pour lutter contre les fermetures d'écoles publiques, les coupes budgétaires dans les universités publiques, les services sociaux et les retraites publiques, ainsi que contre les mesures d'austérité et de pannes de courant.

Yanina Arias a ajouté : « *Porto Rico a connu une migration massive de Portoricains vers les États-Unis, produit de l'instabilité, de la pauvreté et de la destruction causées par la politique des Yankees, et depuis 2017 en raison des politiques d'austérité imposées par les Yankees. Conseil de contrôle fiscal* ».

**Kamala fait campagne, les Portoricains toujours sans droit de vote**

« *Le Congrès américain autorise le vote à Porto Rico lors des primaires présidentielles de ce pays, mais pas lors des élections générales. Pour moi, autoriser le vote aux primaires présidentielles fait partie du mirage selon lequel nous faisons partie des États-Unis alors que ce que nous sommes en réalité n'est qu'un appendice, une colonie.* » Dianne Viera, également de Jornada, a déclaré à Peoples Dispatch, soulignant l'incongruité de la venue de Kamala Harris à Porto Rico pour rehausser l'image de la campagne de réélection de Biden auprès d'une population qui n'a pas le droit de voter aux élections présidentielles américaines.

Les Portoricains vivant en dehors de l'île ont cependant le droit de voter. C'est cette population que Harris espérait influencer lors de sa visite sur l'île. *« La seule chose qui intéresse Harris, c'est le vote de cette diaspora, c'est pourquoi elle est venue créer un cirque médiatique – pour prétendre que cette administration et l'empire yankee s'inquiètent de la situation des habitants de l'archipel. Harris est venue rencontrer des millionnaires fraudeurs fiscaux, pour collecter des fonds et s'assurer que ses laquais les soutiennent. Elle a également pris des photos et exploité les histoires et la douleur des personnes touchées par l'ouragan María, pour ensuite les transformer en matériel de campagne »*, a déclaré Yanina Arias.

**Peoples Dispatch 26 mars 2024**

# Julian Assange ne sera pas extradé à brève échéance mais la menace plane toujours !

Par le Comité de soutien Assange



**Le fondateur de WikiLeaks Julian Assange**

La Haute Cour britannique a donc rendu sa décision ce matin concernant la recevabilité de son ultime appel au Royaume-Uni pour empêcher l'extradition vers les États-Unis. Le jugement (de 66 pages), apparemment en demi-teinte, n'est pas facile à interpréter. Il offre un répit mais s'inscrit dans la continuation du calvaire judiciaire que subit Julian Assange depuis 14 ans.

Les deux juges de la Haute Cour ont ouvert la voie à un appel mais de façon limitée, celui-ci porterait sur les trois points suivants (les avocats du fondateur de WikiLeaks en avaient présenté neuf pour motiver le rejet de l'extradition) : *violation du droit à la liberté d'expression (si Assange ne bénéficie pas aux États-Unis de la protection du premier amendement de la Constitution) ; risque de préjudice en raison de la nationalité (si Assange ne bénéficie pas, en tant qu'Australien, des mêmes droits qu'un citoyen états-unien) ; les poursuites engagées par les États-Unis exposent Assange à la peine de mort (le département de la Justice US a pour l'instant refusé de s'engager à garantir qu'il ne serait en aucun cas exécuté – cf. cet article).*

Dans le même temps, la Haute Cour invite Washington à présenter d'ici le 16 avril des « garanties » sur ces trois points. Il s'agit de « rassurer » la justice britannique. Souvenons-nous que les États-Unis avaient remporté un appel en décembre 2021 contre le jugement de première instance (qui avait refusé l'extradition) en soumettant de telles « garanties », celles-ci étant considérées comme très peu fiables par de nombreux observateurs avisés.

Si Washington adresse à la Haute Cour des engagements analogues, une audience aura lieu le 20 mai à l'issue de laquelle on devrait savoir si Julian Assange est oui ou non définitivement autorisé à présenter son ultime appel. Si les États-Unis ne présentent pas de « garanties » ou le font d'une façon jugée non satisfaisante, le fondateur de WikiLeaks sera automatiquement autorisé à faire appel. On comprend de tout cela que l'extradition redevient possible dans deux mois.

Dans ses déclarations, l'équipe de défense de Julian Assange a signifié qu'elle était mécontente de la décision. Stella Assange est apparue particulièrement outrée. Il y a de quoi. La Haute Cour a en effet rejeté, entre autres, la nature politique des poursuites contre le fondateur de WikiLeaks et le risque que l'extradition ne viole plusieurs ses droits fondamentaux (droit à un procès équitable, droit à la vie, droit de pas être soumis à des traitements cruels ou inhumains).

De plus, la décision de la Haute Cour refuse aux avocats d'Assange la possibilité de présenter de nouveaux éléments lors de l'appel. Ils ne pourront donc pas faire valoir l'espionnage d'origine états-unienne dont Julian Assange fut la cible dans l'ambassade d'Équateur à Londres et les projets de kidnapping/assassinat qui ont circulé au sein de la CIA lorsque Michael Pompeo en était le directeur.

Les deux juges ont estimé que ces plans étaient sans rapport avec la procédure d'extradition puisqu'ils ne sont plus d'actualité (ils écrivent que la CIA craignait à l'époque une fuite vers la Russie) et que s'il était extradé, le journaliste australien ne risquerait plus d'être kidnappé ou assassiné par l'agence puisqu'il se trouverait légalement en détention aux États-Unis… Une fois encore, Kafka est battu avec l'affaire Assange.

Il est dans l'essence du lawfare (instrumentalisation politique de la justice) de faire durer au maximum le supplice judiciaire et ses conséquences tout en maintenant (de très loin) les apparences de l'État de droit. L'assassinat au ralenti d'un prisonnier politique se poursuit. Comme l'a dit à de nombreuses occasions Stella Assange, cette affaire est à 1% juridique et à 99% politique. La mobilisation ne doit donc pas faiblir, il nous faut informer et alerter sans relâche tant que Julian Assange ne sera pas libre. Il s'agit pour l'instant d'empêcher l'extradition mais la seule issue juste c'est la libération, l'abandon des poursuites et l'indemnisation.

**Comité de Soutien Assange 26 mars 2024**

# Mort de Maryse Condé



**Maryse Condé**

Née à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, île des Antilles françaises, le 11 février 1934, l'écrivaine guadeloupéenne Maryse Condé est décédée dans la nuit de lundi 1er à mardi 2 avril 2024 à 90 ans dans le Vaucluse où elle vivait. Habitée par le combat entre révolte et espoir, celle qui s'est mise à écrire sur le tard avait abordé dans une trentaine de livres l'Afrique, l'esclavage et les multiples identités noires.

# Les élections américaines

Par Dominique Delawarde

Sauf coup tordu de nature judiciaire conduit, en phase finale de la campagne présidentielle, par l'État profond US et ses sayanim insérés dans l'administration Biden, au département de la Justice, à l'encontre de Trump pour le rendre inéligible, ou sauf «un malheureux accident de santé» du président Biden dans les 6 prochains mois, la phase finale de l'élection US devrait opposer 3 candidats principaux.

Trump qui a déjà gagné la primaire républicaine à mi-course, avec 1247 délégués engrangés pour 1215 nécessaires, face à Nikky Haley qui a jeté l'éponge avec seulement 91 délégués.

Biden, président sortant et Kennedy l'outsider.

Il est clair que l'évolution de la situation mondiale dans les 6 prochains mois (Ukraine, Gaza, Moyen Orient, élections européennes, éventuel coup tordu de nature terroriste sous vrai ou faux drapeau lors des JO de Paris, nouvel élargissement des BRICS en octobre) va être déterminante dans les résultats des élections de fin d'année, tant aux USA qu'au Royaume Uni, et que ces résultats seront eux même très importants, avec l'évolution des grands équilibres économiques, pour l'avenir du globalisme et du sionisme, deux idéologies qui semblent bien intimement liées.



**La phase finale de l'élection US 2024 devrait opposer 3 candidats principaux : Biden, Trump et Haley**

On ne peut qu'être troublé en lisant la lettre ci-contre publiée par la Revue de Paris le 1er juin 1928, revue qui avait pignon sur rue à l'époque et n'avait pas de réputation complotiste.1

Mais l'authenticité de cette lettre serait contestée aujourd'hui, notamment après la publication du livre qui la reprend en 2014 : *«Les origines secrètes du bolchevisme : Henri Heine et Karl Marx».2*

Là encore, c'est à chacun de

# Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

**Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com**



**ATTORNEY**

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

**HEALTH**

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

**HEALTH**

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

**HEALTH**

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

**HELP WANTED**

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

**HELP WANTED**

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

**HOME IMPROVEMENT**

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

**HOME IMPROVEMENT**

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

**MISCELLANEOUS**

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

**MISCELLANEOUS**

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

**TRAVEL SERVICES**

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

se forger son opinion en observant les faits, car l'histoire est souvent réécrite pour coller aux intérêts des puissants du moment.

La fin de l'année 2024 sera donc déterminante pour l'avenir du monde.

Dans cette partie complexe, le joueur d'échec expérimenté Poutine l'emportera-t-il face au bluff permanent et jusqu'au-boutiste des joueurs de poker de l'occident otanien ? L'avenir qui se précise un peu plus chaque jour nous le dira bientôt.

Pour moi, la messe est déjà dite et rien ne sera plus jamais comme avant.

**Réseau International**
**29 mars 2024**



# Martha Jean-Claude, la voix entre deux îles

Par Madeleine Sautié

*Il n'est pas possible de penser à Haïti sans que la voix indubitable d'une femme, qui avait sa deuxième patrie à Cuba, caresse notre mémoire.*

Haïti, qui choque toujours, fait encore plus mal ces jours-ci. Piétinée et blessée, l'île saigne aujourd'hui d'ingouvernabilité et de terreur, qui ne sont pas nouvelles dans son histoire. Marquée par l'extrême pauvreté, l'absence quasi totale de soutien international et le manque de programmes sociaux, elle voit une fois de plus dans ses rues, baignées de violence et de folie, le malheur de ses enfants, comme si d'autres malheurs, comme les tremblements de terre, les sécheresses et des pluies excessives, qui ont également semé la douleur dans l'âme du pays.

Il n'est pas possible de penser à Haïti sans que la voix indubitable d'une femme, qui avait sa deuxième patrie à Cuba, caresse notre mémoire. Elle est née à Port-au-Prince, Haïti, le 21 mars 1919, il y a 105 ans. Elle s'appelle Martha Jean-Claude et elle représente la plus haute voix du folklore haïtien, même en dehors des Caraïbes.



**La chanteuse et artiste Martha Jean-Claude, fille d'Haïti et de Cuba.**




**Martha Jean-Claude, femme de deux îles**

Nous, les enfants cubains des années 70, avons chanté, devant une télévision en noir et blanc, la chanson contagieuse de Los chimichimitos, que l'extraordinaire chanteuse nous a offert avec son chant incomparable ; et ainsi, enfants et adultes l'ont vue interpréter bien d'autres chansons dans lesquelles la rebelle haïtienne défendait, entre autres affections, ses sentiments pour sa terre souffrante.

Lorsqu'elle arrive à Cuba en 1952, accusée d'être communiste, et après avoir été emprisonnée, alors qu'elle était enceinte, pour avoir publié une pièce de théâtre, Mamita – comme on appelait aussi la distinguée dame – était déjà une artiste reconnue en Haïti. Mariée au journaliste cubain Víctor Mirabal, Jean-Claude, propriétaire d'un répertoire varié, interprété dans diverses langues, a été accueillie comme une autre compatriote. Son art rayonnait à la radio, à la télévision, dans les clubs et cabarets.

La star haïtienne était présente au légendaire Rendez-vous international de chant de protestation organisé par la Casa de las Américas en 1967. Là, elle a interprété ce qu'elle considérait comme ses chansons préférées, ses plaintes (déplorations), qui, comme il l'a dit dans une interview, « *je ne pouvais pas beaucoup chanter parce qu'ils m'ont dit qu'elles n'étaient pas commerciales* ».

Elle fonde le groupe Mackandal en 1978, qui comprend également, avec d'autres musiciens, deux de ses quatre enfants (Sandra et Ricardo) ; et en 1986, après le renversement de la dictature de Jean-Claude Duvalier, elle retourne en Haïti, 34 ans après que l'exil l'ait condamnée à quitter son pays. Devant la foule qui la distinguait, l'artiste s'est arrêtée : « *J'avais fait une promesse que vous allez me permettre de réaliser, et c'est que quand je suis arrivée en Haïti, comme dans une chanson, j'allais embrasser la terre,* » puis elle embrassa son sol bien-aimé. Il a chanté à Campo Marte, devant le Palais Présidentiel et sur la Plaza de Independencia. Plus de 30 000 personnes ont fredonné ses chansons comme si l'artiste n'était jamais partie. Martha Jean-Claude, il y a longtemps, avait transcendé.

À l'âge de 82 ans, à La Havane, le personnage exalté a fait ses adieux au monde. Ici, il a trouvé son épanouissement personnel. Décorée de la Distinction pour la Culture Nationale, Membre du Mérite de l'Uneac, et de la Médaille et Mérite de la Patrie, la plus haute distinction d'Haïti, la voix folklorique haïtienne la plus célèbre du 20ème siècle, avec de l'espace dans son âme pour ses deux îles bien-aimées. Elle ferma les yeux, mais pas la force de sa chanson.

C'est ainsi qu'elle chantait autrefois, en référence à ses compatriotes qui revenaient après avoir été déracinés : « Haïti est malade / ses enfants reviennent la soigner ». Aujourd'hui que son pays gémit, le nôtre, qui fut aussi le sien, ne peut l'oublier. Vénérons le courage avec lequel il a défendu son illustre pensée et sa culture.

**Granma 21 mars 2024**